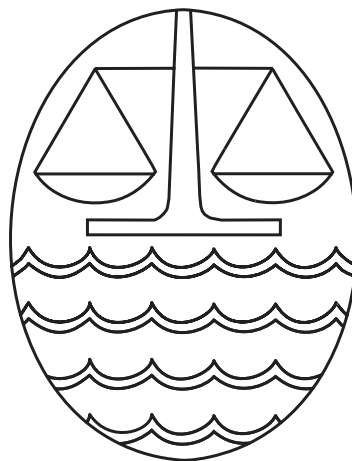


Division des affaires maritimes et du droit de la mer
Bureau des affaires juridiques

Droit *de la mer*



Bulletin n° 73



Nations Unies
New York, 2010

AVERTISSEMENT

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

En outre, la publication dans le *Bulletin* d'informations concernant des événements relatifs au droit de la mer qui résultent de mesures et décisions adoptées par les États n'implique, de la part de l'Organisation des Nations Unies, aucune reconnaissance de la validité des mesures et décisions en question.

LES INFORMATIONS PUBLIÉES DANS LE PRÉSENT *BULLETIN* PEUVENT ÊTRE REPRODUITES EN TOUT OU EN PARTIE, MAIS AVEC INDICATION DE SOURCE.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER	1
État de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention et de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs	1
1. Tableau indiquant l'état de la Convention et des accords connexes au 31 juillet 2010	1
2. Listes chronologiques, arrêtées au 31 juillet 2010, des ratifications, adhésions et déclarations de succession concernant la Convention et les accords connexes . . .	11
a) La Convention	11
b) Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention	13
c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs	15
II. INFORMATIONS JURIDIQUES CONCERNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER	17
A. TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX	17
1. République de Vanuatu	17
a) Loi n° 6 de 2010 sur le territoire maritime	17
b) Loi sur le territoire maritime [CAP 138] — Modification de l'annexe — Arrêté n° 81 de 2009	26
2. Liban	43
Rapport concernant la délimitation de la limite méridionale de la zone économique exclusive du Liban, 2010	43
B. TRAITÉS BILATÉRAUX	46
Trinité-et-Tobago et Grenade : Traité entre la République de Trinité-et-Tobago et la Grenade relatif à la délimitation des zones marines et sous-marines, 21 avril 2010	46
III. COMMUNICATIONS DES ÉTATS	51
République démocratique du Congo : Note verbale datée du 14 juin 2010	51
IV. AUTRES INFORMATIONS SE RAPPORTANT AU DROIT DE LA MER	53
A. RÉSOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES RELATIVES À LA SITUATION EN SOMALIE	53

Résolution 1918 (2010) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6301 ^e séance, le 27 avril 2010.....	53
B. TABLEAU DES REVENDICATIONS DE JURIDICTION À DES ZONES MARITIMES (AU 31 JUILLET 2010).....	55

I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

ÉTAT DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, DE L'ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION ET DE L'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS¹

1. Tableau indiquant l'état de la Convention et des accords connexes au 31 juillet 2010

Ce tableau récapitulatif, établi par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques, fournit des informations de référence non officielles et rapidement consultables sur la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux deux Accords connexes. Pour des informations officielles sur le statut de ces traités, se reporter à la publication intitulée *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général* (<http://untreaty.un.org/>). Le symbole (□) indique qu'une déclaration a été faite lors de la signature, lors de la ratification/de l'adhésion ou à tout moment par la suite ou bien que des déclarations ont été confirmées lors de la succession. Un double symbole (□□) indique que deux déclarations ont été faites par l'État. L'abréviation (cf) indique une confirmation formelle; (a) une adhésion; (s) une succession; (sd) une signature définitive; (p) un consentement à être lié; (ps) une procédure simplifiée. Les États dont les noms figurent en *italiques* sont des États non-membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent des États sans littoral.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration
TOTAUX	157(□34)	160	□72	79	138	59(□5)	77	□ 33
Afghanistan	18/03/83							
Afrique du Sud	05/12/84	23/12/97	□	03/10/94	23/12/97		14/08/03(a)	
Albanie		23/06/03(a)			23/06/03(p)			
Algérie	10/12/82□	11/06/96	□	29/07/94	11/06/96(p)			
Allemagne		14/10/94(a)	□	29/07/94	14/10/94	28/08/96	19/12/03	□

¹ Source : Chapitre XXI.6 de la publication intitulée *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général* consultable sur le site <http://treaties.un.org/>.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Andorre									
Angola	10/12/82☐	05/12/90							
Antigua-et-Barbuda	07/02/83	02/02/89							
Arabie saoudite	07/12/84	24/04/96	☐		24/04/96(p)				
Argentine	05/10/84☐	01/12/95	☐	29/07/94	01/12/95		04/12/95		
Arménie		09/12/02(a)			09/12/02(a)				
Australie	10/12/82	05/10/94	☐	29/07/94	05/10/94		04/12/95	23/12/99	
Autriche	10/12/82	14/07/95	☐	29/07/94	14/07/95		27/06/96	19/12/03	☐
Azerbaïdjan									
Bahamas	10/12/82	29/07/83		29/07/94	28/07/95(ps)			16/01/97(a)	
Bahreïn	10/12/82	30/05/85							
Bangladesh	10/12/82	27/07/01	☐☐		27/07/01(a)		04/12/95		
Barbade	10/12/82	12/10/93		15/11/94	28/07/95(ps)			22/09/00(a)	
Bélarus	10/12/82☐	30/08/06	☐		30/08/06(a)				
Belgique	05/12/84☐	13/11/98	☐	29/07/94	13/11/98(p)		03/10/96	19/12/03	☐
Belize	10/12/82	13/08/83			21/10/94(sd)		04/12/95	14/07/05	
Béniïn	30/08/83	16/10/97			16/10/97(p)				
Bhoutan	10/12/82								
Bolivie (État plurinational de)	27/11/84☐	28/04/95			28/04/95(p)				
Bosnie-Herzégovine		12/01/94(s)							
Botswana	05/12/84	02/05/90			31/01/05(a)				
Brésil	10/12/82☐	22/12/88	☐	29/07/94	25/10/07		04/12/95	08/03/00	

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Brunéi Darussalam	05/12/84	05/11/96			05/11/96(p)			
Bulgarie	10/12/82	15/05/96			15/05/96(a)		13/12/06(a)	☐
Burkina Faso	10/12/82	25/01/05		30/11/94	25/01/05(p)	15/10/96		
Burundi	10/12/82							
Cambodge	01/07/83							
Cameroun	10/12/82	19/11/85		24/05/95	28/08/02			
Canada	10/12/82	07/11/03	☐	29/07/94	07/11/03	04/12/95	03/08/99	☐
Cap-Vert	10/12/82☐	10/08/87	☐	29/07/94	23/04/08			
Chili	10/12/82☐	25/08/97	☐		25/08/97(a)			
Chine	10/12/82	07/06/96	☐☐	29/07/94	07/06/96(p)	06/11/96☐		
Chypre	10/12/82	12/12/88		01/11/94	27/07/95		25/09/02(a)	
Colombie	10/12/82							
Comores	06/12/84	21/06/94						
Congo	10/12/82	09/07/08			09/07/08(p)			
Costa Rica	10/12/82☐	21/09/92			20/09/01(a)		18/06/01(a)	
Côte d'Ivoire	10/12/82	26/03/84		25/11/94	28/07/95(ps)	24/01/96		
Croatie		05/04/95(s)	☐☐		05/04/95(p)			
Cuba	10/12/82☐	15/08/84	☐		17/10/02(a)			
Danemark	10/12/82	16/11/04	☐	29/07/94	16/11/04	27/06/96	19/12/03	☐
Djibouti	10/12/82	08/10/91						
Dominique	28/03/83	24/10/91						
Égypte	10/12/82	26/08/83	☐	22/03/95		05/12/95		
El Salvador	05/12/84							

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Émirats arabes unis	10/12/82								
Équateur									
Érythrée									
Espagne	04/12/84	15/01/97		29/07/94	15/01/97		03/12/96	19/12/03	
Estonie		26/08/05(a)			26/08/05(a)			07/08/06(a)	
États-Unis d'Amérique				29/07/94			04/12/95	21/08/96	
Éthiopie	10/12/82								
Ex-République yougoslave de Macédoine		19/08/94 (s)			19/08/94(p)				
Fédération de Russie	10/12/82	12/03/97			12/03/97(a)		04/12/95	04/08/97	
Fidji	10/12/82	10/12/82		29/07/94	28/07/95		04/12/95	12/12/96	
Finlande	10/12/82	21/06/96		29/07/94	21/06/96		27/06/96	19/12/03	
France	10/12/82	11/04/96		29/07/94	11/04/96		04/12/96	19/12/03	
Gabon	10/12/82	11/03/98		04/04/95	11/03/98(p)		07/10/96		
Gambie	10/12/82	22/05/84							
Géorgie		21/03/96(a)			21/03/96(p)				
Ghana	10/12/82	07/06/83							
Grèce	10/12/82	21/07/95		29/07/94	21/07/95		27/06/96	19/12/03	
Grenade	10/12/82	25/04/91		14/11/94	28/07/95(ps)				
Guatemala	08/07/83	11/02/97			11/02/97(p)				
Guinée	04/10/84	06/09/85		26/08/94	28/07/95(ps)			16/09/05(a)	
Guinée-Bissau	10/12/82	25/08/86					04/12/95		
Guinée équatoriale	30/01/84	21/07/97			21/07/97(p)				

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Guyana	10/12/82	16/11/93			25/09/08(a)				
Haiti	10/12/82	31/07/96			31/07/96(p)				
Honduras	10/12/82	05/10/93	☐		28/07/03(a)				
Hongrie	10/12/82	05/02/02	☐		05/02/02(a)			16/05/08(a)	☐
Îles Cook	10/12/82	15/02/95			15/02/95(a)		04/12/95	01/04/99(a)	
Îles Marshall		09/08/91(a)						19/03/03	
Îles Salomon	10/12/82	23/06/97			23/06/97(p)			13/02/97(a)	
Inde	10/12/82	29/06/95	☐	29/07/94	29/06/95			19/08/03(a)	☐
Indonésie	10/12/82	03/02/86		29/07/94	02/06/00		04/12/95	28/09/09	
Iran (République islamique d')	10/12/82☐							17/04/98(a)	
Iraq	10/12/82☐	30/07/85							
Irlande	10/12/82	21/06/96	☐	29/07/94	21/06/96		27/06/96	19/12/03	☐
Islande	10/12/82	21/06/85	☐	29/07/94	28/07/95(ps)		04/12/95	14/02/97	
Israël							04/12/95		
Italie	07/12/84☐	13/01/95	☐☐	29/07/94	13/01/95		27/06/96	19/12/03	☐
Jamahiriya arabe libyenne	03/12/84								
Jamaïque	10/12/82	21/03/83		29/07/94	28/07/95(ps)		04/12/95		
Japon	07/02/83	20/06/96		29/07/94	20/06/96		19/11/96	07/08/06	
Jordanie		27/11/95(a)			27/11/95(p)				
Kazakhstan									
Kenya	10/12/82	02/03/89			29/07/94 (sd)			13/07/04(a)	
Kirghizistan									

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Kiribati		24/02/03(a)	☐		24/02/03(p)		15/09/05(a)		
Koweït	10/12/82	02/05/86	☐		02/08/02(a)				
Lesotho	10/12/82	31/05/07			31/05/07(p)				
Lettonie		23/12/04(a)	☐		23/12/04(a)		05/02/07(a)	☐	
Liban	07/12/84	05/01/95			05/01/95(p)				
Libéria	10/12/82	25/09/08			25/09/08(p)		16/09/05(a)		
Liechtenstein	30/11/84								
Lituanie		12/11/03(a)	☐		12/11/03(a)		01/03/07(a)	☐	
Luxembourg	05/12/84☐	05/10/00		29/07/94	05/10/00	27/06/96	19/12/03	☐	
Madagascar	25/02/83	22/08/01			22/08/01(p)				
Malaisie	10/12/82	14/10/96	☐	02/08/94	14/10/96(p)				
Malawi	07/12/84								
Maldives	10/12/82	07/09/00		10/10/94	07/09/00(p)	08/10/96	30/12/98		
Mali	19/10/83☐	16/07/85							
Malte	10/12/82	20/05/93	☐	29/07/94	26/06/96		11/11/01(a)	☐	
Maroc	10/12/82	31/05/07	☐	19/10/94	31/05/07	04/12/95			
Maurice	10/12/82	04/11/94			04/11/94(p)		25/03/97(a)	☐	
Mauritanie	10/12/82	17/07/96		02/08/94	17/07/96(p)	21/12/95			
Mexique	10/12/82	18/03/83	☐		10/04/03(a)				
Micronésie (États fédérés de)		29/04/91(a)		10/08/94	06/09/95	04/12/95	23/05/97		
Monaco	10/12/82	20/03/96		30/11/94	20/03/96(p)		09/06/99(a)		
Mongolie	10/12/82	13/08/96		17/08/94	13/08/96(p)				

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Monténégro		23/10/06(sd)	<input type="checkbox"/>		23/10/06 (sd)				
Mozambique	10/12/82	13/03/97			13/03/97(a)			18/12/08(a)	
Myanmar	10/12/82	21/05/96	<input type="checkbox"/>		21/05/96(a)				
Namibie	10/12/82	18/04/83		29/07/94	28/07/95(ps)		19/04/96	08/04/98	
Nauru	10/12/82	23/01/96			23/01/96(p)			10/01/97(a)	
Népal	10/12/82	02/11/98			02/11/98(p)				
Nicaragua	09/12/84 <input type="checkbox"/>	03/05/00	<input type="checkbox"/>		03/05/00(p)				
Niger	10/12/82								
Nigéria	10/12/82	14/08/86		25/10/94	28/07/95(ps)			02/11/09(a)	
Nioué	05/12/84	11/10/06			11/10/06(p)		04/12/95	11/10/06	
Norvège	10/12/82	24/06/96	<input type="checkbox"/>		24/06/96(a)		04/12/95	30/12/96	<input type="checkbox"/>
Nouvelle-Zélande	10/12/82	19/07/96		29/07/94	19/07/96		04/12/95	18/04/01	
Oman	01/07/83 <input type="checkbox"/>	17/08/89	<input type="checkbox"/>		26/02/97(a)			14/05/08(a)	
Ouganda	10/12/82	09/11/90		09/08/94	28/07/95(ps)		10/10/96		
Ouzbékistan									
Pakistan	10/12/82	26/02/97	<input type="checkbox"/>	10/08/94	26/02/97(p)		15/02/96		
Palaos		30/09/96(a)	<input type="checkbox"/>		30/09/96(p)			26/03/08(a)	
Panama	10/12/82	01/07/96	<input type="checkbox"/>		01/07/96(p)			16/12/08(a)	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10/12/82	14/01/97			14/01/97(p)		04/12/95	04/06/99	
Paraguay	10/12/82	26/09/86		29/07/94	10/07/95				
Pays-Bas	10/12/82	28/06/96	<input type="checkbox"/>	29/07/94	28/06/96		28/06/96 <input type="checkbox"/>	19/12/03	<input type="checkbox"/>
Pérou									

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Philippines	10/12/82 ☐	08/05/84	☐	15/11/94	23/07/97		30/08/96		
Pologne	10/12/82	13/11/98		29/07/94	13/11/98(p)			14/03/06(a)	☐
Portugal	10/12/82	03/11/97	☐	29/07/94	03/11/97		27/06/96	19/12/03	☐
Qatar	27/11/84 ☐	09/12/02			09/12/02(p)				
République arabe syrienne									
République centrafricaine	04/12/84								
République de Corée	14/03/83	29/01/96	☐	07/11/94	29/01/96		26/11/96	01/02/08	
République démocratique du Congo	22/08/83	17/02/89							
République démocratique populaire de Corée	10/12/82								
République démocratique populaire lao	10/12/82	05/06/98		27/10/94	05/06/98(p)				
République de Moldova		06/02/07(a)	☐		06/02/07(p)				
République dominicaine	10/12/82	10/07/09			10/07/09(p)				
République tchèque	22/02/93	21/06/96	☐	16/11/94	21/06/96			19/03/07(a)	☐
République-Unie de Tanzanie	10/12/82	30/09/85	☐	07/10/94	25/06/98				
Roumanie	10/12/82 ☐	17/12/96	☐		17/12/96(a)			16/07/07(a)	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25/07/97(a)	☐☐	29/07/94	25/07/97		04/12/95	10/12/01 19/12/03	☐ ☐
Rwanda	10/12/82								
Sainte-Lucie	10/12/82	27/03/85					12/12/95	09/08/96	
Saint-Kitts-et-Nevis	07/12/84	07/01/93							
Saint-Marin									

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Saint-Siège									
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10/12/82	01/10/93							
Samoa	28/09/84	14/08/95		07/07/95	14/08/95(p)		04/12/95	25/10/96	
Sao Tomé-et-Principe	13/07/83 ²	03/11/87							
Sénégal	10/12/82	25/10/84		09/08/94	25/07/95		04/12/95	30/01/97	
Serbie	²	12/03/01(s)	<input type="checkbox"/>	12/05/95	28/07/95(ps) ¹				
Seychelles	10/12/82	16/09/91		29/07/94	15/12/94		04/12/96	20/03/98	
Sierra Leone	10/12/82	12/12/94			12/12/94(p)				
Singapour	10/12/82	17/11/94			17/11/94(p)				
Slovaquie	28/05/93	08/05/96		14/11/94	08/05/96			06/11/08(a)	<input type="checkbox"/>
Slovénie		16/06/95(s)	<input type="checkbox"/>	19/01/95	16/06/95			15/06/06(a)	<input type="checkbox"/>
Somalie	10/12/82	24/07/89							
Soudan	10/12/82 ²	23/01/85		29/07/94					
Sri Lanka	10/12/82	19/07/94		29/07/94	28/07/95(ps)		09/10/96	24/10/96	
Suède	10/12/82 ²	25/06/96	<input type="checkbox"/>	29/07/94	25/06/96		27/06/96	19/12/03	<input type="checkbox"/>
Suisse	17/10/84	01/05/09	<input type="checkbox"/>	26/10/94	01/05/09				
Suriname	10/12/82	09/07/98			09/07/98(p)				
Swaziland	18/01/84			12/10/94					
Tadjikistan									
Tchad	10/12/82	14/08/09			14/08/09(p)				
Thaïlande	10/12/82								

² Pour plus de précisions, voir le chapitre XXI.6 de la publication intitulée *Traité multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*.

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)			Accord relatif à l'application de la Partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)			Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration	Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa		Signature jj/mm/aa	Ratification/ adhésion jj/mm/aa	Déclaration
Timor-Leste									
Togo	10/12/82	16/04/85		03/08/94	28/07/95(ps)				
Tonga		02/08/95(a)			02/08/95(p)		04/12/95	31/07/96	
Trinité-et-Tobago	10/12/82	25/04/86	☐☐	10/10/94	28/07/95(ps)			13/09/06(a)	
Tunisie	10/12/82	24/04/85	☐☐	15/05/95	24/05/02				
Turkmenistan									
Turquie									
Tuvalu	10/12/82	09/12/02			09/12/02(p)			02/02/09(a)	
Ukraine	10/12/82☐	26/07/99	☐	28/02/95	26/07/99		04/12/95	27/02/03	
Union européenne	07/12/84☐	01/04/98 (cf)	☐	29/07/94	01/04/98 (cf)		27/06/96☐	19/12/03	☐
Uruguay	10/12/82☐	10/12/92	☐	29/07/94	07/08/07		16/01/96☐	10/09/99	☐
Vanuatu	10/12/82	10/08/99		29/07/94	10/08/99(p)		23/07/96		
Venezuela (République bolivarienne du)									
Viet Nam	10/12/82	25/07/94	☐		27/04/06(a)				
Yémen	10/12/82☐	21/07/87	☐						
Zambie	10/12/82	07/03/83		13/10/94	28/07/95(ps)				
Zimbabwe	10/12/82	24/02/93		28/10/94	28/07/95(ps)				
TOTAUX	157(☐34)	160	72	79	138		59(☐5)	77	33

**2. Listes chronologiques, arrêtées au 31 juillet 2010,
des ratifications, adhésions et déclarations de succession
concernant la Convention et les accords connexes**

a) *La Convention*

- | | |
|--|---|
| 1. Fidji (10 décembre 1982) | 35. Chypre (12 décembre 1988) |
| 2. Zambie (7 mars 1983) | 36. Brésil (22 décembre 1988) |
| 3. Mexique (18 mars 1983) | 37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989) |
| 4. Jamaïque (21 mars 1983) | 38. République démocratique du Congo
(17 février 1989) |
| 5. Namibie (18 avril 1983) | 39. Kenya (2 mars 1989) |
| 6. Ghana (7 juin 1983) | 40. Somalie (24 juillet 1989) |
| 7. Bahamas (29 juillet 1983) | 41. Oman (17 août 1989) |
| 8. Belize (13 août 1983) | 42. Botswana (2 mai 1990) |
| 9. Égypte (26 août 1983) | 43. Ouganda (9 novembre 1990) |
| 10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984) | 44. Angola (5 décembre 1990) |
| 11. Philippines (8 mai 1984) | 45. Grenade (25 avril 1991) |
| 12. Gambie (22 mai 1984) | 46. Micronésie (États fédérés de)
(29 avril 1991) |
| 13. Cuba (15 août 1984) | 47. Îles Marshall (9 août 1991) |
| 14. Sénégal (25 octobre 1984) | 48. Seychelles (16 septembre 1991) |
| 15. Soudan (23 janvier 1985) | 49. Djibouti (8 octobre 1991) |
| 16. Sainte-Lucie (27 mars 1985) | 50. Dominique (24 octobre 1991) |
| 17. Togo (16 avril 1985) | 51. Costa Rica (21 septembre 1992) |
| 18. Tunisie (24 avril 1985) | 52. Uruguay (10 décembre 1992) |
| 19. Bahreïn (30 mai 1985) | 53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993) |
| 20. Islande (21 juin 1985) | 54. Zimbabwe (24 février 1993) |
| 21. Mali (16 juillet 1985) | 55. Malte (20 mai 1993) |
| 22. Iraq (30 juillet 1985) | 56. Saint-Vincent-et-les Grenadines
(1 ^{er} octobre 1993) |
| 23. Guinée (6 septembre 1985) | 57. Honduras (5 octobre 1993) |
| 24. République-Unie de Tanzanie
(30 septembre 1985) | 58. Barbade (12 octobre 1993) |
| 25. Cameroun (19 novembre 1985) | 59. Guyana (16 novembre 1993) |
| 26. Indonésie (3 février 1986) | 60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994) |
| 27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986) | 61. Comores (21 juin 1994) |
| 28. Koweït (2 mai 1986) | 62. Sri Lanka (19 juillet 1994) |
| 29. Nigéria (14 août 1986) | 63. Viet Nam (25 juillet 1994) |
| 30. Guinée-Bissau (25 août 1986) | 64. Ex-République yougoslave de Macédoine
(19 août 1994) |
| 31. Paraguay (26 septembre 1986) | 65. Australie (5 octobre 1994) |
| 32. Yémen (21 juillet 1987) | 66. Allemagne (14 octobre 1994) |
| 33. Cap-Vert (10 août 1987) | |
| 34. Sao Tomé-et-Principe
(3 novembre 1987) | |

67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)
73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (28 avril 1995)
75. Slovénie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1^{er} décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)
85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)
88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. République tchèque (21 juin 1996)
96. Finlande (21 juin 1996)
97. Irlande (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1^{er} juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Communauté européenne (1^{er} avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)

- | | |
|---|---|
| 149. Estonie (26 août 2005) | 155. Maroc (31 mai 2007) |
| 150. Bélarus (30 août 2006) | 156. Congo (9 juillet 2008) |
| 151. Nioué (11 octobre 2006) | 157. Libéria (25 septembre 2008) |
| 152. Monténégro (23 octobre 2006) | 158. Suisse (1 ^{er} mai 2009) |
| 153. République de Moldova (6 février 2007) | 159. République dominicaine (10 juillet 2009) |
| 154. Lesotho (31 mai 2007) | 160. Tchad (14 août 2009) |

b) *Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention*

- | | |
|---|--|
| 1. Kenya (29 juillet 1994) | 33. Togo (28 juillet 1995) |
| 2. Ex-République yougoslave de Macédoine (19 août 1994) | 34. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995) |
| 3. Australie (5 octobre 1994) | 35. Ouganda (28 juillet 1995) |
| 4. Allemagne (14 octobre 1994) | 36. Serbie (28 juillet 1995) ¹ |
| 5. Belize (21 octobre 1994) | 37. Zambie (28 juillet 1995) |
| 6. Maurice (4 novembre 1994) | 38. Zimbabwe (28 juillet 1995) |
| 7. Singapour (17 novembre 1994) | 39. Tonga (2 août 1995) |
| 8. Sierra Leone (12 décembre 1994) | 40. Samoa (14 août 1995) |
| 9. Seychelles (15 décembre 1994) | 41. Micronésie (États fédérés de) (6 septembre 1995) |
| 10. Liban (5 janvier 1995) | 42. Jordanie (27 novembre 1995) |
| 11. Italie (13 janvier 1995) | 43. Argentine (1 ^{er} décembre 1995) |
| 12. Îles Cook (15 février 1995) | 44. Nauru (23 janvier 1996) |
| 13. Croatie (5 avril 1995) | 45. République de Corée (29 janvier 1996) |
| 14. Bolivie (28 avril 1995) | 46. Monaco (20 mars 1996) |
| 15. Slovénie (16 juin 1995) | 47. Géorgie (21 mars 1996) |
| 16. Inde (29 juin 1995) | 48. France (11 avril 1996) |
| 17. Paraguay (10 juillet 1995) | 49. Arabie saoudite (24 avril 1996) |
| 18. Autriche (14 juillet 1995) | 50. Slovaquie (8 mai 1996) |
| 19. Grèce (21 juillet 1995) | 51. Bulgarie (15 mai 1996) |
| 20. Sénégal (25 juillet 1995) | 52. Myanmar (21 mai 1996) |
| 21. Chypre (27 juillet 1995) | 53. Chine (7 juin 1996) |
| 22. Bahamas (28 juillet 1995) | 54. Algérie (11 juin 1996) |
| 23. Barbade (28 juillet 1995) | 55. Japon (20 juin 1996) |
| 24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995) | 56. République tchèque (21 juin 1996) |
| 25. Fidji (28 juillet 1995) | 57. Finlande (21 juin 1996) |
| 26. Grenade (28 juillet 1995) | 58. Irlande (21 juin 1996) |
| 27. Guinée (28 juillet 1995) | 59. Norvège (24 juin 1996) |
| 28. Islande (28 juillet 1995) | 60. Suède (25 juin 1996) |
| 29. Jamaïque (28 juillet 1995) | 61. Malte (26 juin 1996) |
| 30. Namibie (28 juillet 1995) | |
| 31. Nigéria (28 juillet 1995) | |
| 32. Sri Lanka (28 juillet 1995) | |

¹ Pour plus de précisions, voir le chapitre XXI.6 de la publication intitulée *Traité multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*.

62. Pays-Bas (28 juin 1996)
63. Panama (1^{er} juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)
80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
81. Philippines (23 juillet 1997)
82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
83. Chili (25 août 1997)
84. Bénin (16 octobre 1997)
85. Portugal (3 novembre 1997)
86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
87. Gabon (11 mars 1998)
88. Communauté européenne (1^{er} avril 1998)
89. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)
91. Suriname (9 juillet 1998)
92. Népal (2 novembre 1998)
93. Belgique (13 novembre 1998)
94. Pologne (13 novembre 1998)
95. Ukraine (26 juillet 1999)
96. Vanuatu (10 août 1999)
97. Nicaragua (3 mai 2000)
98. Indonésie (2 juin 2000)
99. Maldives (7 septembre 2000)
100. Luxembourg (5 octobre 2000)
101. Bangladesh (27 juillet 2001)
102. Madagascar (22 août 2001)
103. Costa Rica (20 septembre 2001)
104. Hongrie (5 février 2002)
105. Tunisie (24 mai 2002)
106. Cameroun (28 août 2002)
107. Koweït (2 août 2002)
108. Cuba (17 octobre 2002)
109. Arménie (9 décembre 2002)
110. Qatar (9 décembre 2002)
111. Tuvalu (9 décembre 2002)
112. Kiribati (24 février 2003)
113. Mexique (10 avril 2003)
114. Albanie (23 juin 2003)
115. Honduras (28 juillet 2003)
116. Canada (7 novembre 2003)
117. Lituanie (12 novembre 2003)
118. Danemark (16 novembre 2004)
119. Lettonie (23 décembre 2004)
120. Botswana (31 janvier 2005)
121. Burkina Faso (25 janvier 2005)
122. Estonie (26 août 2005)
123. Viet Nam (27 avril 2006)
124. Bélarus (30 août 2006)
125. Nioué (11 octobre 2006)
126. Monténégro (23 octobre 2006)
127. République de Moldova (6 février 2007)
128. Lesotho (31 mai 2007)
129. Maroc (31 mai 2007)
130. Uruguay (7 août 2007)
131. Brésil (25 octobre 2007)
132. Cap-Vert (23 avril 2008)
133. Congo (9 juillet 2008)
134. Libéria (25 septembre 2008)
135. Guyana (25 septembre 2008)
136. Suisse (1^{er} mai 2009)
137. République dominicaine (10 juillet 2009)
138. Tchad (14 août 2009)

c) *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants*

1. Tonga (31 juillet 1996)
2. Sainte-Lucie (9 août 1996)
3. États-Unis d'Amérique (21 août 1996)
4. Sri Lanka (24 octobre 1996)
5. Samoa (25 octobre 1996)
6. Fidji (12 décembre 1996)
7. Norvège (30 décembre 1996)
8. Nauru (10 janvier 1997)
9. Bahamas (16 janvier 1997)
10. Sénégal (30 janvier 1997)
11. Îles Salomon (13 février 1997)
12. Islande (14 février 1997)
13. Maurice (25 mars 1997)
14. Micronésie (États fédérés de) (23 mai 1997)
15. Fédération de Russie (4 août 1997)
16. Seychelles (20 mars 1998)
17. Namibie (8 avril 1998)
18. Iran (République islamique d') (17 avril 1998)
19. Maldives (30 décembre 1998)
20. Îles Cook (1^{er} avril 1999)
21. Papouasie-Nouvelle-Guinée (4 juin 1999)
22. Monaco (9 juin 1999)
23. Canada (3 août 1999)
24. Uruguay (10 septembre 1999)
25. Australie (23 décembre 1999)
26. Brésil (8 mars 2000)
27. Barbade (22 septembre 2000)
28. Nouvelle-Zélande (18 avril 2001)
29. Costa Rica (18 juin 2001)
30. Malte (11 novembre 2001)
31. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (10 décembre 2001) (19 décembre 2003)²
32. Chypre (25 septembre 2002)
33. Ukraine (27 février 2003)
34. Îles Marhsall (19 mars 2003)
35. Afrique du Sud (14 août 2003)
36. Inde (19 août 2003)
37. Communauté européenne (19 décembre 2003)
38. Autriche (19 décembre 2003)
39. Belgique (19 décembre 2003)
40. Danemark (19 décembre 2003)
41. Finlande (19 décembre 2003)
42. France (19 décembre 2003)
43. Allemagne (19 décembre 2003)
44. Grèce (19 décembre 2003)
45. Irlande (19 décembre 2003)
46. Italie (19 décembre 2003)
47. Luxembourg (19 décembre 2003)
48. Pays-Bas (19 décembre 2003)
49. Portugal (19 décembre 2003)
50. Espagne (19 décembre 2003)
51. Suède (19 décembre 2003)
52. Kenya (13 juillet 2004)
53. Belize (14 juillet 2005)
54. Kiribati (15 septembre 2005)
55. Guinée (16 septembre 2005)
56. Libéria (16 septembre 2005)
57. Pologne (14 mars 2006)
58. Slovénie (15 juin 2006)
59. Estonie (7 août 2006)
60. Japon (7 août 2006)
61. Trinité-et-Tobago (13 septembre 2006)
62. Nioué (11 octobre 2006)
63. Bulgarie (13 décembre 2006)
64. Lettonie (5 février 2007)
65. Lituanie (1^{er} mars 2007)
66. République tchèque (19 mars 2007)
67. Roumanie (16 juillet 2007)
68. République de Corée (1^{er} février 2008)

² Pour plus de précisions, voir le chapitre XXI.7 de la publication intitulée *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*.

69. Palaos (26 mars 2008)
70. Oman (14 mai 2008)
71. Hongrie (16 mai 2008)
72. Slovaquie (6 novembre 2008)
73. Mozambique (10 décembre 2008)
74. Panama (16 décembre 2008)
75. Tuvalu (2 février 2009)
76. Indonésie (28 septembre 2009)
77. Nigéria (2 novembre 2009)

II. INFORMATIONS JURIDIQUES CONCERNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

A. TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX

1. *République de Vanuatu*

a) *Loi n° 6 de 2010 sur le territoire maritime*¹

Loi prévoyant la délimitation des zones maritimes et les questions connexes

Le Président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

TITRE 1. — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. *Définitions*

Dans la présente loi, sous réserve du contexte :

baie : désigne une échancrure de la côte dont la superficie n'est pas inférieure à celle du demi-cercle ayant pour diamètre la droite tracée en travers de l'entrée de l'échancrure;

Convention : désigne la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982;

navires étrangers : désigne tout navire autre qu'un navire du pays;

île : désigne une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute;

Ministre : désigne le Ministre chargé du territoire maritime;

mille marin : désigne le mille marin international de 1 852 mètres;

bateau ou navire : désigne toute embarcation, navire, bateau ou embarcation servant à ou capable de servir à la navigation maritime sans tenir compte de la méthode ou manque de propulsion;

navire de guerre : désigne un navire : *a*) appartenant aux forces armées d'un État portant un signe extérieur qui démontre sa nationalité; *b*) est commandé par un officier mandaté par cet État; *c*) est inscrit sur la bonne liste de signification ou son équivalent; et *d*) est occupé par un équipage soumis à la discipline des forces régulières.

TITRE 2. — EAUX INTÉRIEURES ET AUX ARCHIPÉLAGIQUES

2. *Souveraineté de Vanuatu*

La souveraineté de Vanuatu couvre :

a) Toutes les îles de l'archipel, y compris les îles Mathew (Umaenupne) et Hunter (Leka); et

b) Toute île ou tout récif inclus dans la zone économique exclusive de Vanuatu.

¹ Transmise dans une note verbale datée du 1^{er} juillet 2010 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de Vanuatu auprès de l'Organisation des Nations Unies.

3. *Eaux intérieures*

Les eaux intérieures de Vanuatu font partie du territoire national de Vanuatu et couvrent :

- a) Les eaux situées entre le littoral et les lignes de base à partir desquelles est mesurée la mer territoriale de Vanuatu; et
- b) Dans le cas des zones cernées par des lignes de base archipélagiques, toutes les eaux situées en deçà des limites intérieures des eaux archipélagiques.

4. *Eaux archipélagiques*

1) Dans le présent article :

laisse de basse mer : désigne a) la ligne de référence pertinente de la basse mer indiquée sur les cartes marines pertinentes les plus récentes de l'Amirauté britannique ou lorsqu'il n'existe pas de ligne de référence ou la ligne la plus basse de la marée astronomique; ou b) en cas d'incertitude sur la bonne carte de l'Amirauté britannique, le Ministre peut, par arrêté, établir une carte marine aux fins de la présente définition.

2) La souveraineté de Vanuatu s'étend aux eaux archipélagiques, y compris l'espace aérien au-dessus ainsi que les fonds marins, le sous-sol et toutes les ressources qui s'y trouvent et sont couvertes par les points des lignes archipélagiques 1:59 prévu par le Ministre.

3) Les limites intérieures des eaux archipélagiques couvrent :

- a) La laisse de basse mer; ou
- b) Dans le cas d'une mer adjacente à une baie lorsque :
 - i) La baie n'a qu'une seule entrée naturelle et la distance entre la laisse de basse mer des points d'entrée naturels de la baie n'excède pas 24 milles marins, une ligne de fermeture joignant les laisses de basse mer;
 - ii) En raison de la présence des îles, la baie a plusieurs entrées, la somme des distances entre les laisses de basse mer aux points d'entrée naturels de chaque entrée n'excède pas 24 milles marins, une série de lignes de fermeture joignant les laisses de basse mer de chacune des entrées; ou
 - iii) Aucun des sous-alinéas i et ii n'est applicable, une ligne de fermeture de 24 milles marins de long tracée entre les laisses de basse mer à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer l'étendue d'eau maximale; ou
- c) Dans le cas d'une rivière se jetant dans la mer, une ligne de fermeture tracée à travers l'embouchure de la rivière entre les points des laisses de basse mer sur ses rives.

5. *Droits de passage inoffensif*

1) Dans le présent article :

Droit de passage inoffensif : désigne le passage dans les eaux territoriales et eaux archipélagiques dans le but : a) de traverser la mer territoriale ou les eaux archipélagiques sans entrer dans les eaux intérieures de Vanuatu ou d'emprunter un chenal ou d'entrer dans un port à l'extérieur des eaux intérieures; ou b) d'entrer ou de sortir des eaux intérieures ou d'emprunter un chenal ou de relâcher dans un port.

2) Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout navire, navire de guerre ou sous-marin étranger peut exercer un droit de passage inoffensif.

3) Tout navire, navire de guerre ou sous-marin étranger exerçant le droit de passage inoffensif doit passer :

- a) Tout droit et rapidement, et conformément à la Convention et d'autres règles du droit international; et
- b) Sans porter atteinte à la paix, à l'ordre public ou à la sécurité de Vanuatu.

4) Un navire, navire de guerre ou sous-marin étranger exerçant le droit de passage inoffensif peut être autorisé à s'arrêter et relâcher si le passage :

- a) Découle d'une navigation ordinaire des navires, navires de guerre ou sous-marins étrangers;
- b) Est nécessaire suite à une catastrophe naturelle ou une détresse; ou
- c) Est nécessaire pour venir en aide à une personne, un navire, un navire de guerre ou un sous-marin étranger ou aéronef en danger ou détresse.

5) Un navire, navire de guerre ou sous-marin étranger exerçant le droit de passage inoffensif ne doit pas mener tout ou partie des activités suivantes :

- a) Exercer de la menace ou utiliser de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de Vanuatu ou agir autrement en violation des principes de droit international prévu dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies;
- b) Mener tout exercice ou pratique utilisant toute sorte d'armes;
- c) S'impliquer dans tout acte visant à recueillir des renseignements au détriment de la défense et la sécurité de Vanuatu;
- d) Participer à tout acte de propagande visant à affecter la défense et la sécurité de Vanuatu;
- e) S'impliquer dans le lancement, l'atterrissage ou amerrissage ou transport à bord de tout aéronef.

6) Aux fins du présent article, un navire, navire de guerre ou sous-marin étranger peut mener des exercices s'il a obtenu une approbation écrite préalable du Ministre à cet effet.

7) Le commandant d'un navire, navire de guerre ou sous-marin étranger qui enfreint les alinéas *a, b, c, d* ou *e* du paragraphe 5 commet une infraction qui l'expose sur condamnation à une peine d'amende n'excédant pas 30 000 000 VT.

8) Le Ministre peut, par arrêté, préciser des voies de circulation maritime ou des dispositifs de séparation du trafic pour les navires, navires de guerre ou sous-marins étrangers exerçant le droit de passage inoffensif aux fins de la sécurité de la navigation et de la réglementation de leur passage.

9) Un sous-marin exerçant le droit de passage inoffensif doit naviguer en surface et battre son pavillon conformément à la règle.

10) Les navires, navires de guerre étrangers suivants exercent le droit de passage inoffensif, sous réserve de l'approbation écrite préalable du Ministre :

- a) Un navire de guerre étranger;
- b) Un navire à propulsion nucléaire étranger;
- c) Un navire étranger transportant toute substance nucléaire ou toute autre substance dangereuse ou nocive; ou
- d) Un sous-marin.

11) Un navire étranger exerçant le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale ou les eaux archipélagiques doit se prémunir des documents nécessaires et observer les mesures de précaution nécessaires prévues dans les accords internationaux.

12) Le Ministre peut :

- a) Prendre toute mesure nécessaire pour interdire un passage non inoffensif;
- b) Prendre toute mesure pour prévenir toute infraction aux conditions imposées aux navires entrant dans les eaux intérieures ou lâchant dans un port; ou
- c) Le cas échéant, suspendre temporairement le droit de passage inoffensif dans ces régions de mer territoriale ou des eaux archipélagiques aux fins de la protection de la sécurité de Vanuatu.

13) Une suspension visée à l'alinéa *c* du paragraphe 12 entre en vigueur à la date de sa signature.

TITRE 3. — CHENAUX, MER TERRITORIALE ET ZONE CONTIGUË

6. *Chenal*

Aux fins de la présente loi, un chenal désigne un lieu de chargement et de déchargement et d'amarage des navires situé entièrement ou partiellement à l'extérieur de la limite extérieure de la mer territoriale de Vanuatu, qui est censé être inclus dans la mer territoriale de Vanuatu.

7. *Mer territoriale*

1) La souveraineté de Vanuatu s'étend au-delà de son territoire terrestre, de ses eaux intérieures et eaux archipélagiques, et couvre la bande de mer adjacente dénommée mer territoriale et l'espace aérien au-dessus ainsi que son plancher océanique et son sous-sol.

2) La mer territoriale couvre :

- a) Les zones marines ayant pour limites intérieures la laisse de basse mer décrite au paragraphe 42 et pour limites extérieures, une ligne tirée, côté large, dont chaque point est situé à 12 milles marins du point le plus proche de la ligne de base; et
- b) Les zones marines ayant pour limites intérieures la laisse de basse mer des îles Mathew (Umaenupne) et Hunter (Leka) comprises dans les points de base 1:249 pour Mathew (Umaenupne) et les points de base 1:255 pour Hunter (Leka) et pour limites extérieures, une ligne tirée, côté large, dont chaque point est situé à 12 milles marins du point le plus proche de la ligne de base.

3) Lorsqu'il est certain que Vanuatu a un titre historique et autre de souveraineté sur une baie, des eaux ou toute autre région, le Ministre peut par arrêté déclarer un titre pour cette baie, ces eaux ou cette zone et définir les limites extérieures de cette baie, ces eaux ou cette autre zone.

8. *Zone contiguë*

La zone contiguë de Vanuatu couvre la zone maritime contiguë à la mer territoriale qui a pour limite extérieure une ligne tirée, côté large, dont chaque point est situé à 24 milles marins du point le plus proche de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la mer territoriale.

Dans la zone contiguë, Vanuatu peut exercer les pouvoirs et prendre les mesures nécessaires :

- a) Pour prévenir et réprimer les infractions à ses règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration sur son territoire, dans ses eaux archipélagiques ou sa mer territoriale; et
- b) Arrêter et poursuivre quiconque pour les infractions visées à l'alinéa a qui sont commises dans sa mer territoriale, ses eaux archipélagiques, ses eaux intérieures ou sur son territoire terrestre.

TITRE 4. — DÉLIMITATION DE LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE

9. *Fixation de la zone économique exclusive*

1) Une zone économique exclusive de la République de Vanuatu est établie en deçà et adjacente à la mer territoriale de Vanuatu.

2) La zone économique exclusive couvre la zone maritime contiguë à la mer territoriale qui s'étend jusqu'à 200 milles marins depuis la ligne de base à partir de laquelle l'étendue de cette mer est mesurée.

3) Les limites des eaux territoriales sont décidées comme suit :

- a) Les limites de la zone économique exclusive avec un autre État doivent être précisées par accord conforme au droit international, visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice en vue d'une solution juste; ou

- b) En cas de litige entre Vanuatu et un autre État en ce qui concerne la fixation des limites de la zone économique exclusive de Vanuatu et cet autre État, le litige doit être résolu par un accord; ou
- c) Un litige qui ne peut cependant pas être résolu par un accord conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 doit être résolu par :
 - i) Les procédures de conciliation conformément au titre XV de la Convention; ou
 - ii) Toute autre procédure autorisée par le droit international.

10. *Droits et compétence de Vanuatu dans sa zone économique exclusive*

- 1) Vanuatu détient des droits souverains dans la zone économique exclusive sur :
 - a) L'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion de toutes les ressources naturelles, vivantes ou non biotiques des eaux recouvrant le plancher océanique et du plancher océanique et de son sous-sol;
 - b) Toute exploitation et exploration commerciales dans la zone économique exclusive, y compris la production d'énergie provenant de l'eau, des courants ou du vent; et
 - c) Tout autre droit reconnu par la Convention ou par le droit international.
- 2) Vanuatu a la compétence et le contrôle exclusifs dans la zone économique exclusive, en ce qui concerne :
 - a) La construction et l'exploitation d'îles, installations et ouvrages;
 - b) L'autorisation, la réglementation et le contrôle des recherches scientifiques et la récupération des objets archéologiques et historiques;
 - c) La préservation et la protection du milieu marin ainsi que la prévention et le contrôle de la pollution marine; et
 - d) Tout autre domaine de compétence reconnu par la Convention ou le droit international.

TITRE 5. — DÉLIMITATION DU PLATEAU CONTINENTAL

11. *Plateau continental*

- 1) Le plateau continental de Vanuatu couvre le plancher océanique et le sous-sol des fonds marins qui s'étendent :
 - a) Au-delà de sa mer territoriale, sur toute l'étendue du prolongement naturel du territoire terrestre de Vanuatu jusqu'au rebord externe de la marge continentale; ou
 - b) Jusqu'à 200 milles marins depuis les lignes de base à partir desquelles est mesurée la mer territoriale, lorsque le rebord externe du plateau continental se trouve à une distance inférieure.
- 2) Lorsque la marge continentale citée au paragraphe 1 s'étend au-delà des 200 milles marins depuis les lignes de base les plus proches à partir desquelles est mesurée la mer territoriale, le rebord externe du plateau continental doit être fixé conformément à l'article 76 de la Convention.
- 3) Les limites du plateau continental sont décidées comme suit :
 - a) Les limites du plateau continental avec d'autres États doivent être précisées par accord selon le droit international, cité à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice en vue d'une solution juste;
 - b) En cas de litige entre Vanuatu et un autre État en ce qui concerne la fixation des limites du plateau continental de Vanuatu et de cet autre État, le litige doit être résolu par un accord; ou
 - c) Cependant, un litige qui ne peut pas être résolu par un accord conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 doit être résolu par :
 - i) Les procédures de conciliation conformément au titre XV de la Convention; ou

- ii) Toute autre procédure autorisée par le droit international.

12. *Droits et compétence sur un plateau continental*

- 1) Vanuatu détient des droits exclusifs sur le plateau continental en ce qui concerne :
 - a) L'exploration, l'exploitation de ses ressources;
 - b) L'autorisation, la réglementation des forages à toute fin;
 - c) La construction, l'exploitation, l'entretien et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages;
 - d) L'interdiction, la réduction ou la lutte contre la pollution par des conduites; et
 - e) L'exploitation des sous-sols par les moyens de creusement, quelle que soit la profondeur de l'eau au-dessus du plancher océanique.
- 2) Une personne ne doit exercer un des droits cités aux alinéas *a, b, c, d* ou *e* du paragraphe 1 que sur obtention préalable de l'approbation écrite du Conseil des Ministres.
- 3) Les ressources naturelles visées à l'alinéa *a* du paragraphe 1 couvrent :
 - a) Les ressources minérales et non biotiques des fonds marins et du sous-sol du plancher océanique ainsi que les organismes vivants appartenant aux espèces sédentaires; et
 - b) Les organismes qui, au stade de récolte, sont immobiles sur ou sous le plancher océanique ou ne se déplacent qu'au contact physique permanent dudit plancher ou du sous-sol.
- 4) Pour éviter le doute, les droits de Vanuatu sur le plateau continental ne dépend pas :
 - a) De l'occupation par Vanuatu du plateau continental;
 - b) De la notion d'occupation du plateau continental; ou
 - c) De tout arrêté express.

13. *Îles artificielles, installations et ouvrages*

- 1) Vanuatu maintient le droit exclusif dans sa zone économique exclusive et sur son plateau continental de réglementer la construction, l'exploitation et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages.
- 2) Vanuatu a la compétence et le contrôle exclusifs sur des îles artificielles, des installations et des ouvrages, y compris en ce qui concerne les lois et règlements sur la douane, la fiscalité, la santé, la sécurité et l'immigration.
- 3) Le Ministre peut, sur approbation du Conseil des Ministres, par arrêté :
 - a) Établir des zones de sécurité autour des îles artificielles, des installations et des ouvrages pour garantir la sécurité de la navigation et des îles artificielles, des installations et des ouvrages; ou
 - b) Déterminer l'étendue des zones sûres, en tenant compte des normes internationales applicables :
 - i) Pour s'assurer qu'elles sont normalement liées à la nature et la fonction des îles artificielles, des installations et des ouvrages; et
 - ii) Pour qu'elles ne débordent pas un rayon de 500 mètres autour, mesurées à partir de chaque point de leurs bordures extérieures, sauf sur autorisation des normes internationales généralement acceptées ou recommandation d'une organisation internationale reconnue; ou
 - c) Déterminer la profondeur, la position et les dimensions des îles artificielles, des installations et ouvrages; ou
 - d) Déterminer la profondeur, la position et les dimensions des zones sûres.

- 4) Le Ministre est chargé de s'assurer que les moyens permanents d'avertissement des îles artificielles, installations et ouvrages sont mis en place et entretenus.
- 5) Un navire local ou étranger doit observer et respecter les zones de sécurité et doit se conformer aux normes internationales généralement reconnues en ce qui concerne la proximité des îles artificielles, installations, ouvrages et zones de sécurité.
- 6) Les lois et règlements de Vanuatu s'appliquent :
 - a) À toute installation ou tout ouvrage marin à compter du moment où il est retenu ou amarré au plateau continental de Vanuatu pour :
 - i) L'exploitation de ce plateau;
 - ii) L'exploitation de ses ressources minérales; et
 - iii) L'exploitation de ses ressources non biotiques, jusqu'à ce que l'installation ou l'ouvrage marin soit enlevé des eaux recouvrant le plateau continental de Vanuatu;
 - b) À toute île artificielle construite, élevée ou posée sur le plateau continental de Vanuatu; ou
 - c) Dans la zone de sécurité entourant toute installation ou tout ouvrage marin ou toute île artificielle citée à l'alinéa *a* ou *b* précisé par un règlement.
- 7) Dans le présent article, une installation ou un ouvrage marin couvre :
 - a) Tout navire ou navire naufragé, un ancre ou câble d'ancre ou gréement; et
 - b) Au large, tout ensemble de forage, de plate-forme de production, d'installation sous-marine, station de pompage, locaux d'habitation, bâtiment d'entreposage, plate-forme d'appontement, drague, grue flottante, pose de conduite et autre barge ou conduite et tout ancre, câble d'ancre et gréement.

TITRE 6. — DISPOSITIONS DIVERSES

14. *Définition*

Dans le présent titre :

recherches : désigne des recherches scientifiques marines.

15. *Recherches dans les mers de Vanuatu*

- 1) L'État a le droit exclusif de réglementer, autoriser et mener des recherches dans ses mers territoriales et eaux archipélagiques.
- 2) Sous réserve des dispositions de la Convention, l'État peut dans l'exercice de sa compétence :
 - a) Réglementer, autoriser et mener des recherches :
 - i) Dans sa zone économique exclusive; et
 - ii) Sur son plateau continental.
- 3) Une personne autre que l'État ne doit mener des recherches sur le plateau continental que sur obtention préalable de l'approbation écrite du Ministre après consultation des organismes compétents.
- 4) Quiconque contrevient au paragraphe 3, commet une infraction qui l'expose sur condamnation à une peine d'amende n'excédant pas 20 000 000 VT.
- 5) Le Ministre peut imposer des conditions de la décision qu'il prend conformément au paragraphe 3.
- 6) Une copie du rapport des constats des recherches doit être soumise au Ministre dans les trois mois qui suivent la rédaction du rapport.
- 7) Une personne menant des recherches doit déclarer au Ministre toute donnée, tout échantillon prélevé ou tout ce qui est d'un aspect particulier trouvé lors des recherches dans le périmètre relevant de la souveraineté de Vanuatu.

8) Pour éviter le doute, toute donnée ou tout échantillon prélevé et tout aspect particulier trouvé par le cadre des recherches reste le bien de l'État.

9) Quiconque manque de se conformer au paragraphe 7, commet une infraction qui l'expose sur condamnation à une peine d'amende n'excédant pas 10 000 000 VT.

16. *Réglementation des recherches par le Ministre*

1) Le Ministre peut prendre tout règlement prévoyant les questions quant aux recherches et pouvant prévoir tout ou partie de ce qui suit :

- a) Recueillir des données et mener des recherches dans le but de comprendre les océans et leurs écosystèmes ainsi que leurs ressources vivantes et non biotiques;
- b) Mener des recherches hydrographiques et océanographiques des mers et des eaux intérieures de Vanuatu;
- c) Mener des recherches scientifiques maritimes liées aux ressources halieutiques et l'habitat dont elles dépendent et les écosystèmes;
- d) Mener des recherches fondamentales et appliquées en ce qui concerne l'hydrographie, l'océanographie et d'autres sciences marines, y compris les études sur les poissons et l'habitat dont ils dépendent et les écosystèmes;
- e) Préparer et publier des données, rapports, statistiques, cartes marines, cartes, plans, coupes et autres documents relatifs aux mers et eaux intérieures de Vanuatu;
- f) Autoriser la diffusion et la distribution ou la vente des données, rapports, statistiques, cartes marines, cartes, plans, coupes et autres documents;
- g) Préparer et publier des cartes marines délimitant, conformes à leur nature et échelle, tout ou partie de la mer territoriale, des eaux archipélagiques, des zones contiguës, de la zone économique exclusive et du plateau continental de Vanuatu et des eaux adjacentes; et
- h) Participer au développement de la technologie océanique.

2) En plus du paragraphe 2, le Ministre est chargé de réglementer :

- a) La coordination, la promotion et la recommandation des politiques et programmes nationaux en ce qui concerne la science halieutique, l'hydrographie, l'océanographie et d'autres sciences marines;
- b) Le lancement et la coopération des personnes menant des programmes de recherches fondamentales et appliquées, des recherches et études économiques dans le but de comprendre les océans et leurs ressources vivantes et leurs écosystèmes;
- c) L'entretien et l'exploitation des navires, instituts de recherches, laboratoires et autres installations de recherches, l'étude et la surveillance dans le but de comprendre les océans et leurs ressources vivantes et leurs écosystèmes;
- d) La prestation des conseils scientifiques, des services et du soutien aux ministères et services administratifs de Vanuatu et, au nom de l'État vanuatuan, aux autres États, organisations internationales et à d'autres personnes, en ce qui concerne les questions marines et maritimes.

17. *Règlements*

1) Le Ministre peut prendre un règlement prévoyant les questions :

- a) Que la présente loi impose ou permet de prévoir; ou
- b) Qu'il faut ou convient de prévoir pour exécuter ou appliquer la présente loi.

2) Sans porter préjudice au paragraphe 2, le Ministre peut prendre un règlement pour :

- a) Réglementer l'exploitation des eaux intérieures, de la mer territoriale, des eaux archipélagiques, des zones contiguës, de la zone économique exclusive et du plateau continental;

- b) Fixer et percevoir des droits sur toute activité autre que la pêche, les bateaux de plaisance, l'exploration et l'exploitation des ressources non biotiques dans les eaux intérieures, la mer territoriale, les eaux archipélagiques, les zones contiguës, la zone économique exclusive et sur le plateau continental;
- c) Prévoir toute autre question que peut prévoir la présente loi, la Convention ou le droit international en ce qui concerne les eaux intérieures ou les mers.

18. *Cartes et coordonnées géographiques*

1) Le Ministre peut par arrêté publier des cartes ou listes des coordonnées géographiques précisant les données géodésiques indiquant :

- a) Les lignes de base, les lignes de basse mer, les lignes de base des détroits et toute ligne de fermeture;
- b) Les limites extérieures de la mer territoriale, des eaux archipélagiques, des zones contiguës, de la zone économique exclusive et du plateau continental; et
- c) Toute voie maritime, voie aérienne ou les plans de séparation de la circulation.

2) Les données recueillies conformément au paragraphe 1 peuvent être fournies aux Nations Unies et d'autres autorités qu'impose la Convention.

19. *Réserve de droits*

Pour éviter le doute, tout droit et pouvoir de l'État prévus dans la Convention mais qui ne sont pas expressément précisés dans la présente loi sont réservés à l'État.

20. *Préservation des droits*

Un arrêté pris conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la loi sur le territoire maritime [CAP 138] qui était en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi reste en vigueur après ladite entrée en vigueur comme s'il avait été pris conformément à la présente loi.

21. *Abrogation*

La loi sur le territoire maritime [CAP 138] est abrogée.

22. *Entrée en vigueur*

La présente loi entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

b) *Loi sur le territoire maritime [CAP 138]*

MODIFICATION DE L'ANNEXE

ARRÊTÉ N° 81 DE 2009²

Dans l'exercice des pouvoirs que me confère l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la loi sur le territoire maritime [CAP 138], je, soussigné, l'Honorable Patrick Crowley Manarewo, prends l'arrêté suivant.

1. *Modification*

L'annexe de la loi sur le territoire maritime [CAP 138] est modifiée tel qu'indiquée à l'annexe.

2. *Entrée en vigueur*

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le 29 juillet 2009.

**MODIFICATIONS DE L'ANNEXE DE LA LOI
SUR LE TERRITOIRE MARITIME [CAP 138]**

1. *Annexe*

Supprimer et remplacer l'annexe insérée par l'arrêté n° 49 de 2009 par

ANNEXE

(*article 4*)

Ligne de base archipélagique

La ligne de base archipélagique part du point le plus bas de la laisse de basse mer sur le récif de l'île Vot Tandé, coordonnées 167° 38' 39,2244" de longitude est et 13° 15' 18,4248" de longitude sud, et, sous réserve d'intention contraire, suivant les lignes géodésiques joignant exactement les points les plus bas des laisses de mer du territoire précisées ci-dessous :

COORDONNÉES (WGS84)

<i>Point n°</i>	<i>Territoire</i>	<i>Longitude (DMS)</i>	<i>Latitude (DMS)</i>
1	Île Vot Tandé	167° 38' 39,2244" E	13° 15' 18,4248" S
2	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 53,1564" E	13° 4' 19,884" S
3	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 51,81" E	13° 4' 19,7796" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 4</i>			
4	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 50,784" E	13° 4' 19,812" S
5	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 45,5352" E	13° 4' 21,6156" S
6	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 43,1268" E	13° 4' 25,986" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 7</i>			
7	Pointe Vewoag de l'île Hiu	166° 32' 41,2584" E	13° 4' 34,9464" S
8	Pointe Repemutu de l'île Hiu	166° 32' 33,2016" E	13° 8' 28,7016" S
9	Pointe Nremoyof de l'île Hiu	166° 32' 34,7244" E	13° 10' 8,0184" S
10	Pointe Latsmagabe	166° 32' 55,7808" E	14° 47' 11,1048" S
11	Pointe Lovia sur l'île de Santo	166° 32' 29,3568" E	14° 50' 45,9456" S

² Se réfère à l'article 20 « Préservation des droits » de la loi sur le territoire maritime n° 06 de 2010 ci-dessus.

Point n°	Territoire	Longitude (DMS)	Latitude (DMS)
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 12</i>			
12	Pointe Lovia sur l'île Santo	166° 32' 29,5908" E	14° 50' 49,02" S
13	Village Linduri, Wusi	166° 38' 48,318" E	15° 23' 45,5316" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 14</i>			
14	Village Linduri, Wusi	166° 38' 50,7156" E	15° 23' 51,0828" S
15	Lavusvo sur l'île Santo	166° 46' 21,4212" E	15° 39' 4,3056" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 16</i>			
16	Lavusvo sur l'île Santo	166° 46' 23,502" E	15° 39' 7,4232" S
17	Île Toman (Urur)	167° 27' 43,5636" E	16° 35' 21,786" S
18	Pointe Leinamaia SO Efate	168° 9' 24,246" E	17° 42' 43,596" S
19	Pointe Leinamaia SO Efate	168° 9' 27,6012" E	17° 42' 48,8988" S
20	Pointe Tukutuku SO Efate	168° 10' 13,2024" E	17° 43' 57,36" S
21	Pointe Tukutuku SO Efate	168° 10' 14,6136" E	17° 43' 59,4516" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 22</i>			
22	Pointe Tukutuku SO Efate	168° 10' 14,8584" E	17° 43' 59,8404" S
23	Pointe Tukutuku SO Efate	168° 10' 16,392" E	17° 44' 1,932" S
24	Pointe Toven Kasau sur l'île Erromaango	168° 59' 29,0652" E	18° 52' 33,15" S
25	SO Imanaka	169° 13' 29,8488" E	19° 28' 18,2532" S
26	SO Imanaka	169° 13' 30,8352" E	19° 28' 20,6148" S
27	Lenus, Lekapo, Louteth (Tanna)	169° 14' 12,012" E	19° 29' 48,5736" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 28</i>			
28	Lenus, Lekapo, Louteth (Tanna)	169° 14' 18,5928" E	19° 30' 1,7532" S
29	Itunga (Tanna)	169° 14' 40,0416" E	19° 30' 50,274" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 30</i>			
30	Itunga (Tanna)	169° 14' 46,4064" E	19° 31' 1,5564" S
31	Lenuvula (Tanna)	169° 15' 0,9756" E	19° 31' 29,6796" S
32	Ikiyo, Tanna (Tanna)	169° 17' 12,2172" E	19° 34' 35,7348" S
33	Île Mystère	169° 45' 37,5012" E	20° 15' 36,6984" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 34</i>			
34	Île Mystère	169° 45' 44,874" E	20° 15' 41,2632" S
35	Île Mystère	169° 45' 59,0832" E	20° 15' 43,6644" S
36	Pointe Niav	169° 51' 1,35" E	20° 15' 16,2792" S
37	SE Anatom	169° 52' 8,7348" E	20° 14' 55,4604" S
38	SE Anatom	169° 52' 15,4812" E	20° 14' 52,1124" S
39	SE Anatom	169° 52' 28,218" E	20° 14' 44,0988" S
40	SE Anatom	169° 52' 37,4484" E	20° 14' 36,7224" S
41	SE Anatom	169° 52' 40,9944" E	20° 14' 33,3492" S
42	SE Anatom	169° 53' 10,968" E	20° 13' 56,8092" S
43	SE Anatom	169° 53' 29,4216" E	20° 13' 27,6528" S
44	SE Anatom	169° 53' 56,6196" E	20° 12' 45,216" S
45	Pointe Imari sur l'île Futuna	170° 14' 9,7764" E	19° 32' 23,2008" S
46	Pointe Sinow sur l'île Futuna	170° 14' 17,6028" E	19° 30' 41,8248" S
47	Pointe Sinow sur l'île Futuna	170° 14' 17,7864" E	19° 30' 36,0288" S

Point n°	Territoire	Longitude (DMS)	Latitude (DMS)
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 48</i>			
48	Pointe Sinow sur l'île Futuna	170° 14' 17,3256" E	19° 30' 33,984" S
49	Pointe Sinow sur l'île Futuna	170° 14' 15,432" E	19° 30' 30,294" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 50</i>			
50	Pointe Sinow sur l'île Futuna	170° 14' 14,1936" E	19° 30' 28,8468" S
51	Île Vetemanu	169° 18' 16,6212" E	18° 41' 49,7832" S
52	Pointe Manuro SO sur Efate	168° 35' 43,71" E	17° 41' 21,9912" S
53	Pointe Initatam sur Tongariki	168° 38' 56,382" E	17° 0' 24,0156" S
54	Pointe Initatam sur Tongariki	168° 38' 56,1588" E	17° 0' 18,8352" S
55	Pointe Initatam sur Tongariki	168° 38' 55,662" E	17° 0' 16,7256" S
56	Pointe Pantayal	168° 16' 58,3608" E	15° 55' 20,2656" S
57	Île Vot Totlav	168° 4' 11,0712" E	14° 26' 32,028" S
58	Île Vot Tandé	167° 38' 45,3948" E	13° 15' 24,75" S
<i>et, de là, suivant la laisse de basse mer jusqu'au point 59</i>			
59	Île Vot Tandé	167° 38' 44,5704" E	13° 15' 23,6952" S

COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES (WGS84)
DE LA LIGNE DE BASE NORMALE POUR L'ÎLE DE MATHEW

Point n°	Longitude (DMS)	Latitude (DMS)
1	171° 21' 1,77" E	22° 20' 35,62" S
2	171° 21' 0,78" E	22° 20' 36,47" S
3	171° 21' 0,33" E	22° 20' 37,28" S
4	171° 21' 0,34" E	22° 20' 38,18" S
5	171° 21' 0,51" E	22° 20' 39,20" S
6	171° 21' 0,99" E	22° 20' 39,79" S
7	171° 21' 1,42" E	22° 20' 40,69" S
8	171° 21' 1,75" E	22° 20' 41,77" S
9	171° 21' 1,72" E	22° 20' 42,64" S
10	171° 21' 2,15" E	22° 20' 43,68" S
11	171° 21' 2,51" E	22° 20' 44,49" S
12	171° 21' 2,77" E	22° 20' 45,27" S
13	171° 21' 3,16" E	22° 20' 45,99" S
14	171° 21' 3,93" E	22° 20' 46,67" S
15	171° 21' 4,71" E	22° 20' 46,94" S
16	171° 21' 5,39" E	22° 20' 47,29" S
17	171° 21' 5,88" E	22° 20' 47,89" S
18	171° 21' 5,72" E	22° 20' 48,09" S
19	171° 21' 5,53" E	22° 20' 48,45" S
20	171° 21' 5,56" E	22° 20' 49,14" S
21	171° 21' 6,47" E	22° 20' 49,65" S
22	171° 21' 7,08" E	22° 20' 50,22" S
23	171° 21' 8,11" E	22° 20' 50,33" S
24	171° 21' 9,34" E	22° 20' 50,42" S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
25	171°	21'	11,43"	E	22°	20'	50,46"	S
26	171°	21'	11,88"	E	22°	20'	50,60"	S
27	171°	21'	12,43"	E	22°	20'	51,06"	S
28	171°	21'	13,01"	E	22°	20'	51,33"	S
29	171°	21'	13,61"	E	22°	20'	51,07"	S
30	171°	21'	13,96"	E	22°	20'	50,79"	S
31	171°	21'	14,81"	E	22°	20'	50,65"	S
32	171°	21'	15,62"	E	22°	20'	50,29"	S
33	171°	21'	17,00"	E	22°	20'	49,98"	S
34	171°	21'	17,83"	E	22°	20'	50,04"	S
35	171°	21'	18,87"	E	22°	20'	50,18"	S
36	171°	21'	19,67"	E	22°	20'	50,18"	S
37	171°	21'	20,41"	E	22°	20'	49,96"	S
38	171°	21'	21,19"	E	22°	20'	49,99"	S
39	171°	21'	21,48"	E	22°	20'	50,50"	S
40	171°	21'	22,54"	E	22°	20'	50,70"	S
41	171°	21'	23,31"	E	22°	20'	50,72"	S
42	171°	21'	23,86"	E	22°	20'	50,63"	S
43	171°	21'	24,28"	E	22°	20'	50,24"	S
44	171°	21'	25,08"	E	22°	20'	50,11"	S
45	171°	21'	26,24"	E	22°	20'	50,29"	S
46	171°	21'	27,21"	E	22°	20'	50,85"	S
47	171°	21'	28,89"	E	22°	20'	51,43"	S
48	171°	21'	29,44"	E	22°	20'	52,09"	S
49	171°	21'	30,48"	E	22°	20'	52,83"	S
50	171°	21'	31,31"	E	22°	20'	52,81"	S
51	171°	21'	32,50"	E	22°	20'	52,62"	S
52	171°	21'	32,85"	E	22°	20'	51,72"	S
53	171°	21'	32,88"	E	22°	20'	50,46"	S
54	171°	21'	32,55"	E	22°	20'	49,68"	S
55	171°	21'	32,80"	E	22°	20'	49,05"	S
56	171°	21'	33,48"	E	22°	20'	48,81"	S
57	171°	21'	34,35"	E	22°	20'	48,83"	S
58	171°	21'	34,96"	E	22°	20'	48,86"	S
59	171°	21'	35,15"	E	22°	20'	48,11"	S
60	171°	21'	35,14"	E	22°	20'	47,06"	S
61	171°	21'	34,98"	E	22°	20'	46,46"	S
62	171°	21'	34,84"	E	22°	20'	45,98"	S
63	171°	21'	35,00"	E	22°	20'	45,47"	S
64	171°	21'	35,49"	E	22°	20'	45,38"	S
65	171°	21'	36,29"	E	22°	20'	45,55"	S
66	171°	21'	37,03"	E	22°	20'	45,55"	S
67	171°	21'	37,61"	E	22°	20'	45,46"	S
68	171°	21'	38,32"	E	22°	20'	45,42"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
69	171°	21'	39,03"	E	22°	20'	45,24"	S
70	171°	21'	39,80"	E	22°	20'	45,02"	S
71	171°	21'	40,31"	E	22°	20'	44,84"	S
72	171°	21'	40,95"	E	22°	20'	44,60"	S
73	171°	21'	41,50"	E	22°	20'	44,38"	S
74	171°	21'	41,72"	E	22°	20'	43,96"	S
75	171°	21'	41,98"	E	22°	20'	43,51"	S
76	171°	21'	42,20"	E	22°	20'	42,85"	S
77	171°	21'	42,68"	E	22°	20'	42,70"	S
78	171°	21'	42,74"	E	22°	20'	42,19"	S
79	171°	21'	42,58"	E	22°	20'	41,68"	S
80	171°	21'	42,96"	E	22°	20'	41,17"	S
81	171°	21'	43,34"	E	22°	20'	40,71"	S
82	171°	21'	43,79"	E	22°	20'	40,29"	S
83	171°	21'	43,95"	E	22°	20'	39,93"	S
84	171°	21'	44,47"	E	22°	20'	39,81"	S
85	171°	21'	45,43"	E	22°	20'	39,80"	S
86	171°	21'	46,46"	E	22°	20'	39,80"	S
87	171°	21'	46,98"	E	22°	20'	39,31"	S
88	171°	21'	47,36"	E	22°	20'	38,53"	S
89	171°	21'	47,84"	E	22°	20'	37,96"	S
90	171°	21'	48,02"	E	22°	20'	37,27"	S
91	171°	21'	48,09"	E	22°	20'	36,46"	S
92	171°	21'	48,11"	E	22°	20'	35,59"	S
93	171°	21'	48,11"	E	22°	20'	34,81"	S
94	171°	21'	48,23"	E	22°	20'	34,24"	S
95	171°	21'	48,68"	E	22°	20'	33,88"	S
96	171°	21'	49,09"	E	22°	20'	33,22"	S
97	171°	21'	49,31"	E	22°	20'	32,02"	S
98	171°	21'	49,05"	E	22°	20'	31,57"	S
99	171°	21'	48,54"	E	22°	20'	31,21"	S
100	171°	21'	47,92"	E	22°	20'	31,07"	S
101	171°	21'	47,47"	E	22°	20'	31,07"	S
102	171°	21'	46,99"	E	22°	20'	31,16"	S
103	171°	21'	46,57"	E	22°	20'	31,50"	S
104	171°	21'	46,12"	E	22°	20'	31,83"	S
105	171°	21'	45,54"	E	22°	20'	31,77"	S
106	171°	21'	45,09"	E	22°	20'	31,53"	S
107	171°	21'	44,64"	E	22°	20'	31,53"	S
108	171°	21'	43,74"	E	22°	20'	31,27"	S
109	171°	21'	43,19"	E	22°	20'	31,33"	S
110	171°	21'	42,42"	E	22°	20'	31,40"	S
111	171°	21'	41,77"	E	22°	20'	31,49"	S
112	171°	21'	41,23"	E	22°	20'	31,88"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
113	171°	21'	40,84"	E	22°	20'	31,95"	S
114	171°	21'	40,27"	E	22°	20'	32,10"	S
115	171°	21'	39,78"	E	22°	20'	32,46"	S
116	171°	21'	39,17"	E	22°	20'	32,23"	S
117	171°	21'	38,88"	E	22°	20'	31,99"	S
118	171°	21'	38,59"	E	22°	20'	32,02"	S
119	171°	21'	38,37"	E	22°	20'	32,02"	S
120	171°	21'	37,91"	E	22°	20'	32,00 "	S
121	171°	21'	37,34"	E	22°	20'	32,12"	S
122	171°	21'	37,05"	E	22°	20'	32,42"	S
123	171°	21'	36,63"	E	22°	20'	32,48"	S
124	171°	21'	36,01"	E	22°	20'	32,24"	S
125	171°	21'	35,24"	E	22°	20'	31,74"	S
126	171°	21'	34,66"	E	22°	20'	31,38"	S
127	171°	21'	34,17"	E	22°	20'	30,99"	S
128	171°	21'	33,75"	E	22°	20'	30,58"	S
129	171°	21'	33,33"	E	22°	20'	30,04"	S
130	171°	21'	33,33"	E	22°	20'	29,53"	S
131	171°	21'	33,00"	E	22°	20'	29,14"	S
132	171°	21'	32,71"	E	22°	20'	29,06"	S
133	171°	21'	32,26"	E	22°	20'	29,09"	S
134	171°	21'	32,07"	E	22°	20'	28,88"	S
135	171°	21'	32,00"	E	22°	20'	28,31"	S
136	171°	21'	31,96"	E	22°	20'	27,89"	S
137	171°	21'	31,67"	E	22°	20'	27,63"	S
138	171°	21'	31,67"	E	22°	20'	27,09"	S
139	171°	21'	31,86"	E	22°	20'	26,63"	S
140	171°	21'	31,89"	E	22°	20'	26,19"	S
141	171°	21'	31,60"	E	22°	20'	25,83"	S
142	171°	21'	31,30"	E	22°	20'	25,47"	S
143	171°	21'	31,11"	E	22°	20'	25,26"	S
144	171°	21'	30,85"	E	22°	20'	25,05"	S
145	171°	21'	30,53"	E	22°	20'	24,93"	S
146	171°	21'	30,37"	E	22°	20'	24,93"	S
147	171°	21'	29,98"	E	22°	20'	24,94"	S
148	171°	21'	29,72"	E	22°	20'	25,06"	S
149	171°	21'	29,76"	E	22°	20'	25,41"	S
150	171°	21'	30,05"	E	22°	20'	25,68"	S
151	171°	21'	30,02"	E	22°	20'	25,93"	S
152	171°	21'	29,73"	E	22°	20'	26,11"	S
153	171°	21'	29,44"	E	22°	20'	26,35"	S
154	171°	21'	29,41"	E	22°	20'	26,68"	S
155	171°	21'	29,41"	E	22°	20'	26,95"	S
156	171°	21'	29,61"	E	22°	20'	27,19"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
157	171°	21'	29,67"	E	22°	20'	27,39"	S
158	171°	21'	29,77"	E	22°	20'	27,75"	S
159	171°	21'	29,87"	E	22°	20'	28,14"	S
160	171°	21'	30,03"	E	22°	20'	28,41"	S
161	171°	21'	30,39"	E	22°	20'	28,95"	S
162	171°	21'	30,23"	E	22°	20'	29,07"	S
163	171°	21'	29,88"	E	22°	20'	28,98"	S
164	171°	21'	29,46"	E	22°	20'	28,83"	S
165	171°	21'	28,94"	E	22°	20'	28,66"	S
166	171°	21'	28,58"	E	22°	20'	28,57"	S
167	171°	21'	28,13"	E	22°	20'	28,18"	S
168	171°	21'	27,75"	E	22°	20'	28,22"	S
169	171°	21'	27,36"	E	22°	20'	28,22"	S
170	171°	21'	27,23"	E	22°	20'	27,80"	S
171	171°	21'	27,26"	E	22°	20'	27,47"	S
172	171°	21'	27,00"	E	22°	20'	27,17"	S
173	171°	21'	26,77"	E	22°	20'	27,11"	S
174	171°	21'	26,49"	E	22°	20'	27,11"	S
175	171°	21'	26,10"	E	22°	20'	27,15"	S
176	171°	21'	25,97"	E	22°	20'	26,67"	S
177	171°	21'	25,96"	E	22°	20'	26,10"	S
178	171°	21'	25,83"	E	22°	20'	26,07"	S
179	171°	21'	25,42"	E	22°	20'	26,25"	S
180	171°	21'	25,03"	E	22°	20'	26,49"	S
181	171°	21'	24,93"	E	22°	20'	26,37"	S
182	171°	21'	24,70"	E	22°	20'	25,75"	S
183	171°	21'	24,57"	E	22°	20'	25,45"	S
184	171°	21'	24,25"	E	22°	20'	25,21"	S
185	171°	21'	23,89"	E	22°	20'	24,85"	S
186	171°	21'	23,57"	E	22°	20'	24,55"	S
187	171°	21'	23,25"	E	22°	20'	24,35"	S
188	171°	21'	22,38"	E	22°	20'	24,23"	S
189	171°	21'	21,76"	E	22°	20'	23,99"	S
190	171°	21'	21,18"	E	22°	20'	23,85"	S
191	171°	21'	20,86"	E	22°	20'	23,31"	S
192	171°	21'	20,21"	E	22°	20'	22,77"	S
193	171°	21'	19,31"	E	22°	20'	22,66"	S
194	171°	21'	18,76"	E	22°	20'	22,57"	S
195	171°	21'	18,27"	E	22°	20'	22,46"	S
196	171°	21'	17,86"	E	22°	20'	22,31"	S
197	171°	21'	17,53"	E	22°	20'	22,19"	S
198	171°	21'	17,11"	E	22°	20'	22,04"	S
199	171°	21'	16,63"	E	22°	20'	21,75"	S
200	171°	21'	16,05"	E	22°	20'	21,75"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
201	171°	21'	15,53"	E	22°	20'	21,75"	S
202	171°	21'	14,63"	E	22°	20'	21,73"	S
203	171°	21'	13,86"	E	22°	20'	21,70"	S
204	171°	21'	12,67"	E	22°	20'	21,77"	S
205	171°	21'	11,99"	E	22°	20'	21,95"	S
206	171°	21'	11,70"	E	22°	20'	22,23"	S
207	171°	21'	11,58"	E	22°	20'	22,52"	S
208	171°	21'	11,06"	E	22°	20'	22,74"	S
209	171°	21'	11,13"	E	22°	20'	23,49"	S
210	171°	21'	11,01"	E	22°	20'	23,79"	S
211	171°	21'	10,75"	E	22°	20'	23,85"	S
212	171°	21'	10,42"	E	22°	20'	23,31"	S
213	171°	21'	10,13"	E	22°	20'	22,68"	S
214	171°	21'	9,61"	E	22°	20'	22,26"	S
215	171°	21'	9,03"	E	22°	20'	22,09"	S
216	171°	21'	8,06"	E	22°	20'	22,03"	S
217	171°	21'	6,78"	E	22°	20'	22,19"	S
218	171°	21'	6,04"	E	22°	20'	22,41"	S
219	171°	21'	5,27"	E	22°	20'	22,92"	S
220	171°	21'	4,56"	E	22°	20'	23,70"	S
221	171°	21'	3,93"	E	22°	20'	24,43"	S
222	171°	21'	3,29"	E	22°	20'	25,69"	S
223	171°	21'	3,04"	E	22°	20'	26,56"	S
224	171°	21'	3,07"	E	22°	20'	27,22"	S
225	171°	21'	3,18"	E	22°	20'	27,85"	S
226	171°	21'	3,60"	E	22°	20'	28,65"	S
227	171°	21'	3,99"	E	22°	20'	28,95"	S
228	171°	21'	4,54"	E	22°	20'	29,16"	S
229	171°	21'	5,18"	E	22°	20'	29,37"	S
230	171°	21'	4,89"	E	22°	20'	29,55"	S
231	171°	21'	3,44"	E	22°	20'	29,62"	S
232	171°	21'	2,38"	E	22°	20'	29,74"	S
233	171°	21'	1,74"	E	22°	20'	30,02"	S
234	171°	21'	1,81"	E	22°	20'	30,38"	S
235	171°	21'	2,00"	E	22°	20'	31,00"	S
236	171°	21'	2,39"	E	22°	20'	31,51"	S
237	171°	21'	2,65"	E	22°	20'	31,93"	S
238	171°	21'	2,66"	E	22°	20'	32,32"	S
239	171°	21'	2,46"	E	22°	20'	32,68"	S
240	171°	21'	1,98"	E	22°	20'	32,77"	S
241	171°	21'	1,43"	E	22°	20'	32,81"	S
242	171°	21'	1,21"	E	22°	20'	33,11"	S
243	171°	21'	1,21"	E	22°	20'	33,50"	S
244	171°	21'	1,38"	E	22°	20'	33,80"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
245	171°	21'	1,73"	E	22°	20'	34,06"	S
246	171°	21'	2,09"	E	22°	20'	34,48"	S
247	171°	21'	2,09"	E	22°	20'	34,87"	S
248	171°	21'	1,97"	E	22°	20'	35,23"	S
249	171°	21'	1,77"	E	22°	20'	35,62"	S

COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES (WGS84)
DES ROCHERS ÉMERGEANT LORS DE LA MARÉE ASTRONOMIQUE
LA PLUS BASSE AUTOUR DE L'ÎLE DE MATHEW

<i>Détail cartographique</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
Rocher NO	171°	21'	0.27"	E	22°	20'	32.55"	S
Rocher N	171°	21'	11.18"	E	22°	20'	20.82"	S
Rocher NE	171°	21'	33.99"	E	22°	20'	28.19"	S

COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES (WGS84)
DE LA LIGNE DE BASE NORMALE POUR L'ÎLE DE HUNTER

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
1	172°	5'	16.57"	E	22°	23'	23.45"	S
2	172°	5'	16.18"	E	22°	23'	23.81"	S
3	172°	5'	15.95"	E	22°	23'	23.99"	S
4	172°	5'	15.52"	E	22°	23'	23.83"	S
5	172°	5'	15.03"	E	22°	23'	24.33"	S
6	172°	5'	14.54"	E	22°	23'	24.87"	S
7	172°	5'	14.24"	E	22°	23'	25.28"	S
8	172°	5'	14.14"	E	22°	23'	25.46"	S
9	172°	5'	13.82"	E	22°	23'	25.26"	S
10	172°	5'	13.56"	E	22°	23'	25.26"	S
11	172°	5'	13.20"	E	22°	23'	26.08"	S
12	172°	5'	13.10"	E	22°	23'	26.74"	S
13	172°	5'	12.78"	E	22°	23'	26.88"	S
14	172°	5'	12.58"	E	22°	23'	26.73"	S
15	172°	5'	12.58"	E	22°	23'	26.12"	S
16	172°	5'	12.08"	E	22°	23'	25.97"	S
17	172°	5'	11.87"	E	22°	23'	25.95"	S
18	172°	5'	11.48"	E	22°	23'	25.55"	S
19	172°	5'	11.12"	E	22°	23'	25.15"	S
20	172°	5'	10.92"	E	22°	23'	25.13"	S
21	172°	5'	10.56"	E	22°	23'	25.33"	S
22	172°	5'	10.37"	E	22°	23'	25.59"	S
23	172°	5'	10.24 "	E	22°	23'	25.59"	S
24	172°	5'	9.90"	E	22°	23'	25.36"	S
25	172°	5'	9.68"	E	22°	23'	25.18"	S
26	172°	5'	9.27"	E	22°	23'	25.28"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
27	172°	5'	9.04"	E	22°	23'	25.44"	S
28	172°	5'	8.57"	E	22°	23'	25.44"	S
29	172°	5'	8.20"	E	22°	23'	25.44"	S
30	172°	5'	7.80"	E	22°	23'	25.67"	S
31	172°	5'	7.57"	E	22°	23'	26.19"	S
32	172°	5'	7.22"	E	22°	23'	26.39"	S
33	172°	5'	6.82"	E	22°	23'	26.93"	S
34	172°	5'	6.54"	E	22°	23'	27.15"	S
35	172°	5'	6.20"	E	22°	23'	27.01"	S
36	172°	5'	5.86"	E	22°	23'	26.84"	S
37	172°	5'	5.45"	E	22°	23'	27.08"	S
38	172°	5'	5.28"	E	22°	23'	27.60"	S
39	172°	5'	5.41"	E	22°	23'	27.88"	S
40	172°	5'	5.84"	E	22°	23'	28.22"	S
41	172°	5'	5.59"	E	22°	23'	28.56"	S
42	172°	5'	5.27"	E	22°	23'	28.66"	S
43	172°	5'	4.71"	E	22°	23'	28.66"	S
44	172°	5'	4.17"	E	22°	23'	28.50"	S
45	172°	5'	3.81"	E	22°	23'	28.51"	S
46	172°	5'	3.57"	E	22°	23'	28.61"	S
47	172°	5'	3.39"	E	22°	23'	29.05"	S
48	172°	5'	3.08"	E	22°	23'	29.05"	S
49	172°	5'	3.04"	E	22°	23'	28.69"	S
50	172°	5'	2.99"	E	22°	23'	28.21"	S
51	172°	5'	2.73"	E	22°	23'	28.07"	S
52	172°	5'	2.33"	E	22°	23'	28.13"	S
53	172°	5'	2.20"	E	22°	23'	28.53"	S
54	172°	5'	2.25"	E	22°	23'	28.95"	S
55	172°	5'	2.21"	E	22°	23'	29.17"	S
56	172°	5'	1.82"	E	22°	23'	29.18"	S
57	172°	5'	1.50"	E	22°	23'	29.18"	S
58	172°	5'	1.18"	E	22°	23'	29.44"	S
59	172°	5'	0.92"	E	22°	23'	29.66"	S
60	172°	5'	0.75"	E	22°	23'	29.82"	S
61	172°	5'	0.56"	E	22°	23'	29.82"	S
62	172°	5'	0.22"	E	22°	23'	29.58"	S
63	172°	4'	59.92"	E	22°	23'	29.08"	S
64	172°	4'	59.68"	E	22°	23'	29.03"	S
65	172°	4'	59.53"	E	22°	23'	29.35"	S
66	172°	4'	59.66"	E	22°	23'	29.91"	S
67	172°	4'	59.19"	E	22°	23'	29.85"	S
68	172°	4'	58.83"	E	22°	23'	29.85"	S
69	172°	4'	58.53"	E	22°	23'	30.05"	S
70	172°	4'	58.53"	E	22°	23'	30.53"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
71	172°	4'	57.93"	E	22°	23'	30.45"	S
72	172°	4'	57.44"	E	22°	23'	30.74"	S
73	172°	4'	57.23"	E	22°	23'	31.30"	S
74	172°	4'	57.28"	E	22°	23'	32.24"	S
75	172°	4'	57.37"	E	22°	23'	33.16"	S
76	172°	4'	57.65"	E	22°	23'	33.74"	S
77	172°	4'	58.17"	E	22°	23'	34.20"	S
78	172°	4'	58.54"	E	22°	23'	34.52"	S
79	172°	4'	58.86"	E	22°	23'	34.65"	S
80	172°	4'	59.22"	E	22°	23'	34.71"	S
81	172°	4'	59.93"	E	22°	23'	34.67"	S
82	172°	5'	0.48"	E	22°	23'	34.65"	S
83	172°	5'	0.89"	E	22°	23'	34.68"	S
84	172°	5'	1.05"	E	22°	23'	35.10"	S
85	172°	5'	0.99"	E	22°	23'	36.16"	S
86	172°	5'	1.04"	E	22°	23'	36.95"	S
87	172°	5'	0.83"	E	22°	23'	37.55"	S
88	172°	5'	0.42"	E	22°	23'	37.97"	S
89	172°	5'	0.23"	E	22°	23'	38.51"	S
90	172°	5'	0.39"	E	22°	23'	39.83"	S
91	172°	5'	0.52"	E	22°	23'	40.85"	S
92	172°	5'	0.23"	E	22°	23'	41.85"	S
93	172°	5'	0.32"	E	22°	23'	42.95"	S
94	172°	5'	0.35"	E	22°	23'	44.05"	S
95	172°	5'	0.65"	E	22°	23'	44.55"	S
96	172°	5'	0.91"	E	22°	23'	44.95"	S
97	172°	5'	1.32"	E	22°	23'	45.51"	S
98	172°	5'	1.50"	E	22°	23'	46.05"	S
99	172°	5'	1.50"	E	22°	23'	46.81"	S
100	172°	5'	0.99"	E	22°	23'	47.31"	S
101	172°	5'	0.70"	E	22°	23'	47.66"	S
102	172°	5'	0.64"	E	22°	23'	48.26"	S
103	172°	5'	0.85"	E	22°	23'	48.74"	S
104	172°	5'	0.86"	E	22°	23'	49.35"	S
105	172°	5'	0.80"	E	22°	23'	49.96"	S
106	172°	5'	0.52"	E	22°	23'	50.58"	S
107	172°	5'	0.27"	E	22°	23'	51.32"	S
108	172°	5'	0.05"	E	22°	23'	51.60"	S
109	172°	5'	0.06"	E	22°	23'	52.16"	S
110	172°	4'	59.87"	E	22°	23'	52.44"	S
111	172°	4'	59.64"	E	22°	23'	52.64"	S
112	172°	4'	59.68"	E	22°	23'	52.84"	S
113	172°	4'	59.94"	E	22°	23'	53.08"	S
114	172°	5'	0.02"	E	22°	23'	53.42"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
115	172°	4'	59.94"	E	22°	23'	53.74"	S
116	172°	4'	59.71"	E	22°	23'	54.09"	S
117	172°	4'	59.86"	E	22°	23'	54.58"	S
118	172°	5'	0.01"	E	22°	23'	54.70"	S
119	172°	5'	0.44"	E	22°	23'	54.70"	S
120	172°	5'	0.78"	E	22°	23'	54.92"	S
121	172°	5'	1.07"	E	22°	23'	55.54"	S
122	172°	5'	1.18"	E	22°	23'	55.96"	S
123	172°	5'	1.31"	E	22°	23'	56.22"	S
124	172°	5'	1.69"	E	22°	23'	56.30"	S
125	172°	5'	2.27"	E	22°	23'	56.01"	S
126	172°	5'	2.89"	E	22°	23'	55.85"	S
127	172°	5'	3.27"	E	22°	23'	55.93"	S
128	172°	5'	3.58"	E	22°	23'	56.17"	S
129	172°	5'	3.75"	E	22°	23'	56.35"	S
130	172°	5'	3.84"	E	22°	23'	56.71"	S
131	172°	5'	3.29"	E	22°	23'	57.27"	S
132	172°	5'	3.20"	E	22°	23'	57.55"	S
133	172°	5'	3.37"	E	22°	23'	57.81"	S
134	172°	5'	3.72"	E	22°	23'	57.99"	S
135	172°	5'	4.25"	E	22°	23'	58.03"	S
136	172°	5'	4.88"	E	22°	23'	58.10"	S
137	172°	5'	5.09"	E	22°	23'	58.30"	S
138	172°	5'	5.31"	E	22°	23'	58.72"	S
139	172°	5'	5.35"	E	22°	23'	58.96"	S
140	172°	5'	5.65"	E	22°	23'	58.98"	S
141	172°	5'	5.93"	E	22°	23'	58.78"	S
142	172°	5'	6.12"	E	22°	23'	58.38"	S
143	172°	5'	6.48"	E	22°	23'	57.98"	S
144	172°	5'	6.87"	E	22°	23'	58.03"	S
145	172°	5'	7.11"	E	22°	23'	58.17"	S
146	172°	5'	7.56"	E	22°	23'	58.37"	S
147	172°	5'	7.64"	E	22°	23'	58.55"	S
148	172°	5'	7.98"	E	22°	23'	58.51"	S
149	172°	5'	8.26"	E	22°	23'	58.47"	S
150	172°	5'	8.52"	E	22°	23'	58.51"	S
151	172°	5'	8.69"	E	22°	23'	58.75"	S
152	172°	5'	9.01"	E	22°	23'	58.74"	S
153	172°	5'	9.81"	E	22°	23'	58.84"	S
154	172°	5'	11.12"	E	22°	23'	58.89"	S
155	172°	5'	11.89"	E	22°	23'	58.83"	S
156	172°	5'	12.25"	E	22°	23'	58.69"	S
157	172°	5'	12.69"	E	22°	23'	58.11"	S
158	172°	5'	13.01"	E	22°	23'	57.53"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
159	172°	5'	13.16"	E	22°	23'	57.26"	S
160	172°	5'	13.42"	E	22°	23'	56.98"	S
161	172°	5'	13.99"	E	22°	23'	56.98"	S
162	172°	5'	14.55"	E	22°	23'	57.28"	S
163	172°	5'	14.81"	E	22°	23'	57.72"	S
164	172°	5'	14.90"	E	22°	23'	57.98"	S
165	172°	5'	15.09"	E	22°	23'	58.17"	S
166	172°	5'	15.61"	E	22°	23'	58.21"	S
167	172°	5'	16.27"	E	22°	23'	58.37"	S
168	172°	5'	16.64"	E	22°	23'	58.61"	S
169	172°	5'	17.24"	E	22°	23'	58.63"	S
170	172°	5'	17.45"	E	22°	23'	58.07"	S
171	172°	5'	17.64"	E	22°	23'	57.93"	S
172	172°	5'	17.88"	E	22°	23'	58.10"	S
173	172°	5'	18.12"	E	22°	23'	58.42"	S
174	172°	5'	18.44"	E	22°	23'	58.62"	S
175	172°	5'	18.74"	E	22°	23'	58.58"	S
176	172°	5'	18.82"	E	22°	23'	58.30"	S
177	172°	5'	18.73"	E	22°	23'	57.86"	S
178	172°	5'	18.86"	E	22°	23'	57.56"	S
179	172°	5'	19.37"	E	22°	23'	57.54"	S
180	172°	5'	20.06"	E	22°	23'	57.09"	S
181	172°	5'	20.63"	E	22°	23'	56.35"	S
182	172°	5'	21.03"	E	22°	23'	56.01"	S
183	172°	5'	21.51"	E	22°	23'	55.77"	S
184	172°	5'	21.63"	E	22°	23'	55.53"	S
185	172°	5'	21.80"	E	22°	23'	55.04"	S
186	172°	5'	21.73"	E	22°	23'	54.56"	S
187	172°	5'	21.94"	E	22°	23'	54.12"	S
188	172°	5'	22.28"	E	22°	23'	53.62"	S
189	172°	5'	22.37"	E	22°	23'	52.98"	S
190	172°	5'	22.45"	E	22°	23'	52.36"	S
191	172°	5'	22.34"	E	22°	23'	51.94"	S
192	172°	5'	22.25"	E	22°	23'	51.68"	S
193	172°	5'	22.01"	E	22°	23'	51.40"	S
194	172°	5'	21.75"	E	22°	23'	51.04"	S
195	172°	5'	21.66"	E	22°	23'	50.50"	S
196	172°	5'	21.85"	E	22°	23'	49.92"	S
197	172°	5'	22.04"	E	22°	23'	49.34"	S
198	172°	5'	22.15"	E	22°	23'	49.02"	S
199	172°	5'	22.44"	E	22°	23'	48.70"	S
200	172°	5'	22.48"	E	22°	23'	48.34"	S
201	172°	5'	22.59"	E	22°	23'	47.84"	S
202	172°	5'	22.78"	E	22°	23'	47.43"	S

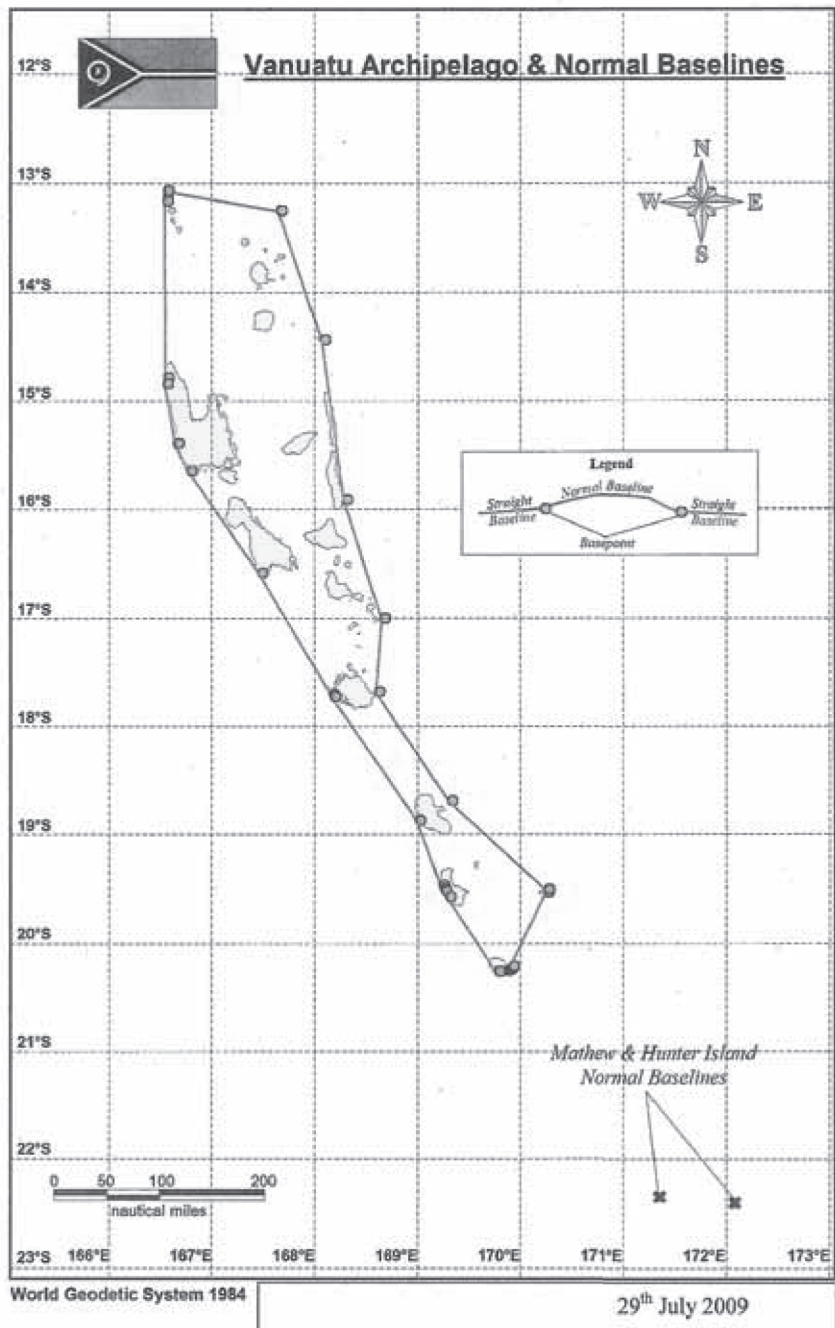
<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
203	172°	5'	22.93"	E	22°	23'	46.91"	S
204	172°	5'	23.12"	E	22°	23'	46.41"	S
205	172°	5'	23.14"	E	22°	23'	45.95"	S
206	172°	5'	23.17"	E	22°	23'	44.91"	S
207	172°	5'	23.17"	E	22°	23'	44.65"	S
208	172°	5'	23.42"	E	22°	23'	44.21"	S
209	172°	5'	23.29"	E	22°	23'	43.69"	S
210	172°	5'	22.84"	E	22°	23'	43.27"	S
211	172°	5'	22.86"	E	22°	23'	42.77"	S
212	172°	5'	22.71"	E	22°	23'	42.51"	S
213	172°	5'	22.38"	E	22°	23'	42.13"	S
214	172°	5'	22.38"	E	22°	23'	41.49"	S
215	172°	5'	22.25"	E	22°	23'	41.13"	S
216	172°	5'	21.99"	E	22°	23'	40.75"	S
217	172°	5'	22.01"	E	22°	23'	40.31"	S
218	172°	5'	22.11"	E	22°	23'	39.71"	S
219	172°	5'	22.24"	E	22°	23'	39.33"	S
220	172°	5'	22.28"	E	22°	23'	38.75"	S
221	172°	5'	22.23"	E	22°	23'	38.37"	S
222	172°	5'	21.91"	E	22°	23'	38.07"	S
223	172°	5'	21.42"	E	22°	23'	38.01"	S
224	172°	5'	21.00"	E	22°	23'	37.69"	S
225	172°	5'	20.29"	E	22°	23'	36.76"	S
226	172°	5'	19.86"	E	22°	23'	36.26"	S
227	172°	5'	19.60"	E	22°	23'	35.48"	S
228	172°	5'	19.25"	E	22°	23'	34.90"	S
229	172°	5'	18.78"	E	22°	23'	34.00"	S
230	172°	5'	18.37"	E	22°	23'	33.50"	S
231	172°	5'	18.08"	E	22°	23'	32.68"	S
232	172°	5'	17.78"	E	22°	23'	31.88"	S
233	172°	5'	17.62"	E	22°	23'	31.08"	S
234	172°	5'	17.62"	E	22°	23'	30.43"	S
235	172°	5'	17.61"	E	22°	23'	30.08"	S
236	172°	5'	17.27"	E	22°	23'	29.77"	S
237	172°	5'	16.75"	E	22°	23'	29.61"	S
238	172°	5'	16.22"	E	22°	23'	29.11"	S
239	172°	5'	16.00"	E	22°	23'	28.83"	S
240	172°	5'	15.95"	E	22°	23'	28.45"	S
241	172°	5'	16.17"	E	22°	23'	28.03"	S
242	172°	5'	16.57"	E	22°	23'	27.87"	S
243	172°	5'	16.83"	E	22°	23'	27.71"	S
244	172°	5'	17.04"	E	22°	23'	27.27"	S
245	172°	5'	17.27"	E	22°	23'	26.80"	S
246	172°	5'	17.46"	E	22°	23'	26.30"	S

<i>Point n°</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
247	172°	5'	17.37"	E	22°	23'	25.82"	S
248	172°	5'	17.07"	E	22°	23'	25.44"	S
249	172°	5'	17.13"	E	22°	23'	24.88"	S
250	172°	5'	17.17"	E	22°	23'	24.48"	S
251	172°	5'	17.17"	E	22°	23'	24.22"	S
252	172°	5'	17.15"	E	22°	23'	23.86"	S
253	172°	5'	17.02"	E	22°	23'	23.64"	S
254	172°	5'	16.84"	E	22°	23'	23.50"	S
255	172°	5'	16.57"	E	22°	23'	23.45"	S

COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES (WGS84)
DE LA LIGNE DE BASE NORMALE POUR L'ÎLE NON BAPTISÉE
AU NORD-EST DE L'ÎLE DE HUNTER

<i>Point no</i>	<i>Longitude (DMS)</i>				<i>Latitude (DMS)</i>			
1	172°	5'	19.04"	E	22°	23'	27.74"	S
2	172°	5'	18.61"	E	22°	23'	28.30"	S
3	172°	5'	18.33"	E	22°	23'	28.70"	S
4	172°	5'	18.34"	E	22°	23'	29.18"	S
5	172°	5'	18.36"	E	22°	23'	29.46"	S
6	172°	5'	18.49"	E	22°	23'	29.72"	S
7	172°	5'	18.73"	E	22°	23'	29.88"	S
8	172°	5'	19.09"	E	22°	23'	29.88"	S
9	172°	5'	19.41"	E	22°	23'	29.72"	S
10	172°	5'	19.65"	E	22°	23'	29.73"	S
11	172°	5'	20.01"	E	22°	23'	29.95"	S
12	172°	5'	20.40"	E	22°	23'	29.97"	S
13	172°	5'	20.68"	E	22°	23'	29.81"	S
14	172°	5'	21.19"	E	22°	23'	29.59"	S
15	172°	5'	21.44"	E	22°	23'	29.35"	S
16	172°	5'	21.70"	E	22°	23'	29.04"	S
17	172°	5'	22.06"	E	22°	23'	28.62"	S
18	172°	5'	22.02"	E	22°	23'	28.22"	S
19	172°	5'	21.97"	E	22°	23'	28.08"	S
20	172°	5'	21.52"	E	22°	23'	28.17"	S
21	172°	5'	21.50"	E	22°	23'	27.74"	S
22	172°	5'	21.54"	E	22°	23'	27.42"	S
23	172°	5'	21.52"	E	22°	23'	27.20"	S
24	172°	5'	21.13"	E	22°	23'	27.05"	S
25	172°	5'	20.59"	E	22°	23'	27.09"	S
26	172°	5'	20.00"	E	22°	23'	27.27"	S
27	172°	5'	19.50"	E	22°	23'	27.43"	S
28	172°	5'	19.16"	E	22°	23'	27.61"	S
29	172°	5'	19.04"	E	22°	23'	27.74"	S

LIGNES DE BASES NORMALES ET ARCHIPÉLAGIQUES DE VANUATU
(29 juillet 2009)



COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES (WGS84)
DES ROCHERS ÉMERGEANT LORS DE LA MARÉE ASTRONOMIQUE
LA PLUS BASSE AUTOUR DE L'ÎLE DE HUNTER

<i>Détail cartographique</i>	<i>Longitude (DMS)</i>	<i>Latitude (DMS)</i>
Rocher NE	172° 5' 12.62" E	22° 23' 23.48" S
Rocher N	172° 5' 5.19" E	22° 23' 26.04" S
Rocher NO	172° 4' 58.21" E	22° 23' 27.47" S
Rocher NO	172° 4' 58.69" E	22° 23' 55.17" S
Rocher SE	172° 5' 23.22" E	22° 23' 53.02" S

2. Liban

Rapport concernant la délimitation de la limite méridionale de la zone économique exclusive du Liban, 2010³

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 à laquelle le Liban a adhéré en vertu de la loi n° 295 du 22 février 1994, et en particulier les articles ci-après sur la délimitation des zones économiques exclusives, dont le texte figure à l'annexe 1⁴ :

- Article 5 relatif à la ligne de base normale;
- Article 7 relatif aux lignes de base droites
- Article 14 relatif à la combinaison de méthodes pour établir les lignes de base;
- Article 15 relatif à la délimitation de la mer territoriale entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face;
- Article 16 relatif aux cartes marines et listes des coordonnées géographiques;
- Article 55 relatif au régime juridique particulier de la zone économique exclusive;
- Article 56 relatif aux droits, juridiction et obligations de l'État côtier dans la zone économique exclusive;
- Article 57 relatif à la largeur de la zone économique exclusive;
- Article 58 relatif aux droits et obligations des autres États dans la zone économique exclusive;
- Article 59 relatif à la base de règlement des conflits dans le cas où la Convention n'attribue ni droits ni juridiction à l'intérieur de la zone économique exclusive;
- Article 60 relatif aux îles artificielles, installations et ouvrages dans la zone économique exclusive;
- Article 63 relatif aux stocks de poissons se trouvant dans les zones économiques exclusives de plusieurs États côtiers ou à la fois dans la zone économique exclusive et dans un secteur adjacent à la zone;
- Article 73 relatif à la mise en application des lois et règlements de l'État côtier;
- Article 74 relatif à la délimitation de la zone économique exclusive entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face;

Conformément aux dispositions de l'Accord Paulet-Newcombe du 3 février 1922, qui est entré en vigueur le 10 mars 1923, délimitant la frontière méridionale du Liban à partir de Ra's Naqurah au point 1 B, dont les coordonnées ont été confirmées officiellement sur la carte de 1949 précisant les frontières du Liban, de la Syrie et de la Palestine comme suite aux accords d'armistice entre les parties intéressées;

Conformément au manuel sur les aspects techniques de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982);

La ligne de base de la côte méridionale du Liban a été délimitée à partir des cartes disponibles ci-après :

- Carte marine n° 2634 de l'Amirauté (Beyrouth à Gaza, 1:300 000) établie par le Service hydrographique du Royaume-Uni;
- Carte marine n° 183 de l'Amirauté (Ras el Tin à Iskenderun, 1:1 100 00) établie par le Service hydrographique du Royaume-Uni;

³ Transmis par note verbale datée du 14 juillet 2010 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies. Original : arabe.

⁴ Note de l'éditeur. L'annexe 1 dans laquelle figurent les articles de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer n'est pas reproduite ici.

— Carte B-1 (zone de Naqurah, 1:20 000) établie par la Direction des affaires géographiques, Commandement des forces armées libanaises, mise à jour en juin 2004 à partir de photographies aériennes prises en 2001-2002.

À partir de cette ligne de base et par référence aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la limite méridionale de la zone économique exclusive du Liban a été définie comme étant la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base du Liban et de l'État voisin.

La limite méridionale de la zone économique exclusive du Liban a été représentée graphiquement sur la carte maritime n° 183 de l'Amirauté et une liste de ses coordonnées a été compilée.

La carte susmentionnée et la liste des coordonnées figurent à l'annexe 2.

Il y aurait lieu d'utiliser un système de positionnement mondial pour effectuer un levé de détails de la côte contiguë à la limite méridionale, y compris toutes les îles et tous les éperons, en vue de faciliter la mise à jour des cartes maritimes et la ligne de base en conséquence à l'avenir.

[ANNEXE 2]

**Liste des Coordonnées géographiques
pour la délimitation de la zone économique exclusive (WGS 84)**

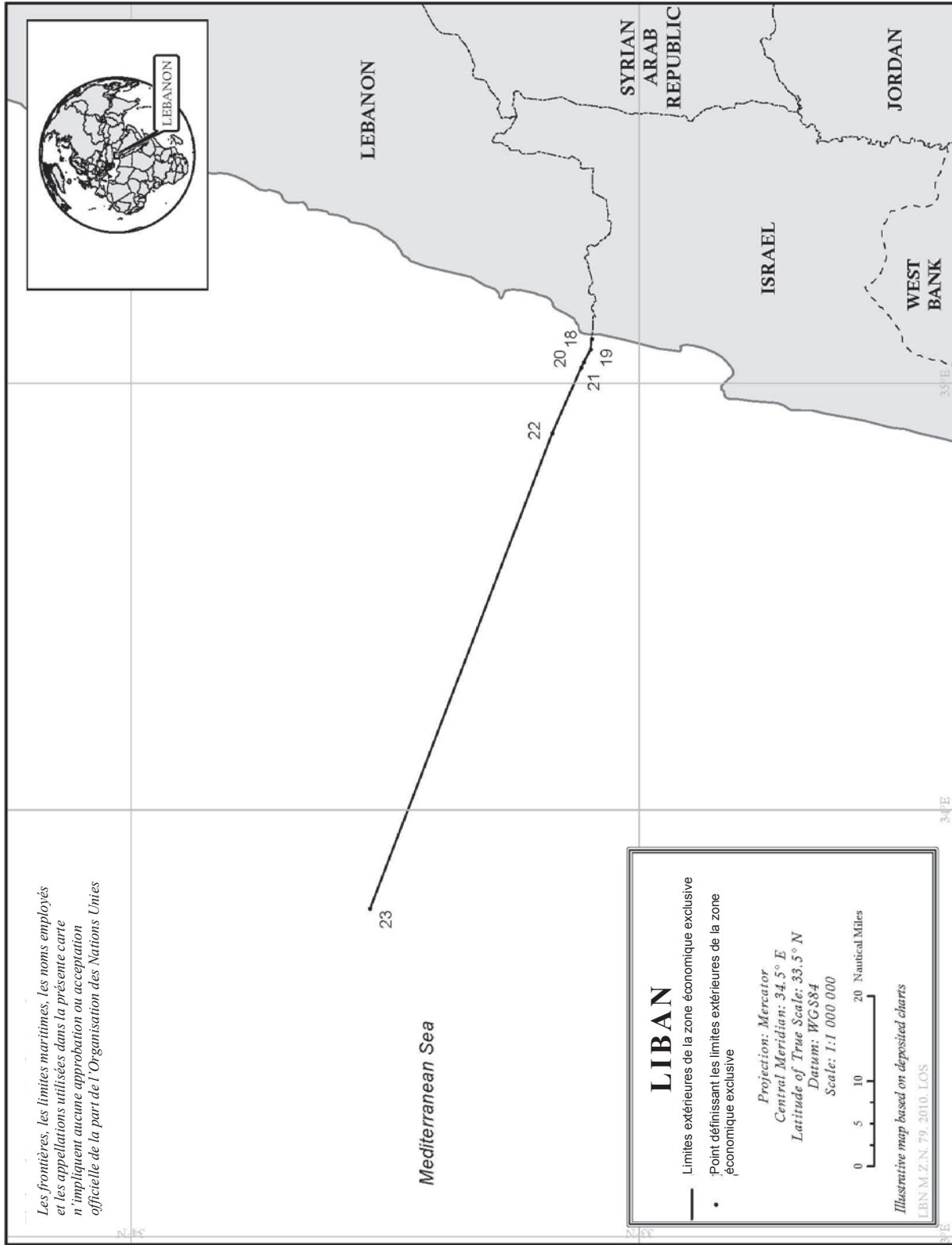
*Dans la table ci-dessous se trouvent les informations concernant
la ligne médiane entre le Liban et la Palestine*

*Toutes les positions sont basées sur le système WGS 84 et reliées successivement
selon les coordonnées géodésiques*

LIGNE MÉDIANE MÉRIDIONALE (LIBAN - PALESTINE)

Points	Degré	Minutes	Secondes		Degré	Minutes	Secondes	
18	35	6	11,84	E	33	5	38,94	N
19	35	4	46,14	E	33	5	45,79	N
20	35	2	58,12	E	33	6	34,15	N
21	35	2	13,86	E	33	6	52,73	N
22	34	52	57,24	E	33	10	19,33	N
23	33	46	8,78	E	33	31	51,17	N





A. TRAITÉS BILATÉRAUX

Trinité-et-Tobago et Grenade

Traité entre la République de Trinité-et-Tobago et la Grenade relatif à la délimitation des zones marines et sous-marines, 21 avril 2010¹

La République de Trinité-et-Tobago et la Grenade, ci-après dénommées individuellement « Partie contractante » et collectivement « Parties contractantes »,

Convaincues que la création d'une frontière maritime unique encouragera et favorisera l'utilisation judicieuse des ressources naturelles biologiques et non biologiques du plateau continental et de la zone économique exclusive et renforcera la protection et la préservation du milieu marin et la recherche scientifique et technologique marine dans les zones marines adjacentes aux deux pays pour l'intérêt commun des Parties contractantes et de leurs populations;

Tenant compte des articles 74 (par. 1) et 83 (par. 1) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994 et à laquelle les Parties contractantes sont liées;

Décidant, dans un véritable esprit de coopération et d'amitié, issu de leur histoire commune et de leur appartenance à la Communauté des Caraïbes, et conformément aux relations de bon voisinage, d'établir de façon permanente les limites des zones marines et sous-marines dans lesquelles chaque Partie contractante exerce ses droits souverains et sa juridiction en établissant une frontière maritime précise et équitable entre les deux pays conformément au droit international;

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

ZONES MARITIMES APPLICABLES

La frontière maritime dans la mer des Caraïbes entre les Parties contractantes visées au présent Traité est la frontière maritime unique délimitant leurs plateaux continentaux respectifs et leurs zones économiques exclusives qui ont été établies, conformément au droit international, par les Parties contractantes.

Article II

LIGNE DE DÉLIMITATION

La ligne de délimitation des zones marines et sous-marines dans la mer des Caraïbes est la suivante :

Du point TTG1 dont les coordonnées géographiques sont 11°23'31"N et 61°43'56"O au point TTG2 dont les coordonnées sont 11°59'03"N et 60°54'38"O et, de là, suivant un azimut géodésique de 58°28'36" jusqu'à ce qu'il rencontre la juridiction d'un État tiers.

Article III

SYSTÈME GÉODÉSIQUE

1. Les coordonnées géographiques des points susmentionnés ont été définies selon le système géodésique mondial de 1984 (WGS 84).

2. La ligne de délimitation et les points indiqués à l'article II figurant sur la carte acceptée par les Parties contractantes et annexée au présent Traité n'ont été tracés qu'à titre indicatif.

¹ Enregistré auprès du Secrétariat des Nations Unies par la Trinité-et-Tobago le 25 juin 2010. Enregistrement n° I-47548. Entrée en vigueur : 27 avril 2010.

Article IV

RESTRICTION À L'EXERCICE DES DROITS DE SOUVERAINETÉ ET DE JURIDICTION

Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne revendique ou n'exerce de droits de souveraineté ou de juridiction sur les eaux surjacentes, les fonds marins et le sous-sol des zones marines et sous-marines appartenant à l'autre Partie contractante en vertu de la délimitation du plateau continental et de la zone économique exclusive définie dans le présent Traité.

Article V

PROTECTION DU MILIEU MARIN ET GESTION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES

1. Les Parties contractantes adoptent toutes les mesures nécessaires pour la protection et la préservation du milieu marin et la conservation et la gestion des ressources biologiques, conformément au droit international, dans les zones marines visées au présent Traité.

2. Les Parties contractantes conviennent d'un commun accord d'échanger des données sur :

- a) Leurs régimes juridiques respectifs relatifs à la préservation et à la protection du milieu marin et à la prévention, la réduction et le contrôle de la pollution;
- b) La recherche sur les stocks de poissons se trouvant dans leurs zones économiques exclusives;
- c) La sécurité de la navigation et la régulation du trafic maritime.

Article VI

COOPÉRATION

Sous réserve de l'élaboration d'accords d'application particuliers et sans préjudice du droit de chaque Partie contractante d'adopter, dans sa juridiction maritime, des règles et règlements qu'elle juge appropriés, les Parties contractantes pourront agir ensemble dans des domaines d'intérêt commun, notamment :

- a) L'exploration et l'exploitation des ressources naturelles non biologiques;
- b) La gestion de l'utilisation des ressources naturelles biologiques;
- c) La protection et la préservation du milieu marin;
- d) La surveillance continue et la mise en application des lois conformément à la législation de chaque Partie contractante et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer;
- e) La recherche scientifique marine.

Article VII

UNITARISATION DES DÉPÔTS

Si un gisement unique d'hydrocarbures liquides ou de gaz naturel ou tout autre gisement ou dépôt minéral situé sous les fonds marins s'étend au-delà d'une des lignes qui sont décrites à l'article II, et si la partie de cette accumulation qui se trouve d'un côté de la ligne est exploitable en totalité ou en partie à partir de l'autre côté de ladite ligne, les deux Parties contractantes s'efforceront de se mettre d'accord sur le mode d'exploitation le plus efficace de ce gisement ou dépôt et sur le partage équitable du produit de cette exploitation.

Article VIII

NOTIFICATION D'ACTIVITÉS D'EXPLORATION OU D'EXPLOITATION

Au cas où l'une des deux Parties contractantes déciderait d'entreprendre ou d'autoriser des activités de forage aux fins d'exploration ou d'exploitation dans des zones situées à cinq cent mètres (500 m) de la ligne de délimitation, elle devra en informer l'autre Partie contractante par la voie diplomatique.

Article IX

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les Parties contractantes découlant de l'interprétation ou de l'application du présent Traité sera réglé pacifiquement conformément au droit international.

Article X

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Traité est sujet à ratification et entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Article XI

ENREGISTREMENT

Dès son entrée en vigueur, le présent Traité sera enregistré auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Traité.

FAIT à Port of Spain, le 21 avril 2010 en deux exemplaires originaux en langue anglaise.

Pour le Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago :

Le Premier Ministre

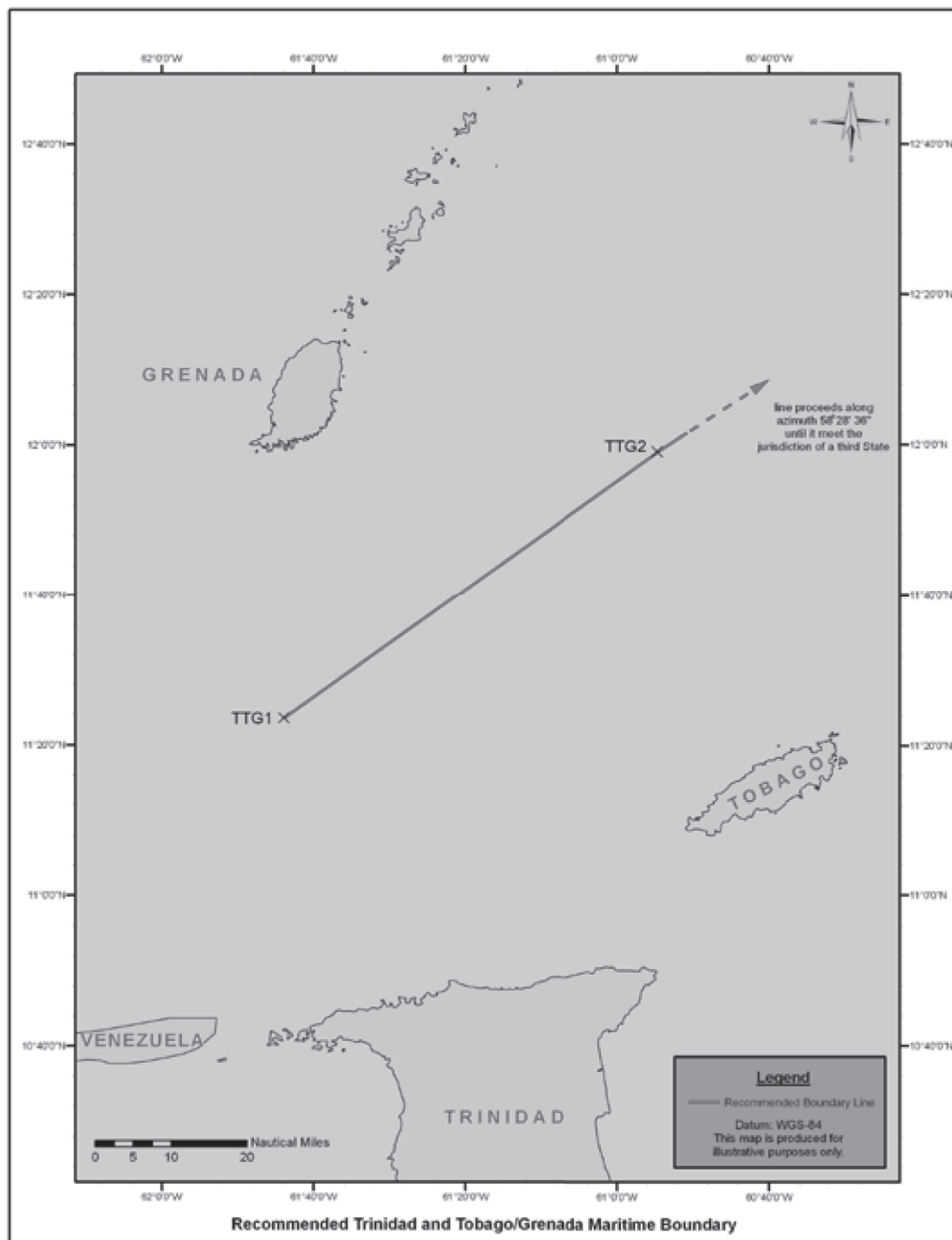
Patrick MANNING

Pour le Gouvernement de la Grenade :

Le Premier Ministre

Tillman THOMAS

CARTE ILLUSTRATIVE*
Frontière recommandée entre Trinidad-et-Tobago et Grenade



* Source: http://www.gov.gd/egov/docs/other/delimitation_treaty_trinidad_tobago_grenada.pdf

III. COMMUNICATIONS DES ÉTATS

République démocratique du Congo

Note verbale datée du 14 juin 2010¹

132.61/RDCONU/A1/353/10

New York, le 14 juin 2010

La Mission permanente de la République du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à la requête préliminaire du 4 mai 2009 introduite par la République d'Angola auprès de la Commission des limites du plateau continental ainsi qu'à la note référencée 7/003 du 31 juillet 2009 adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la République d'Angola dont le contenu respectif a retenu son attention particulière.

À ce sujet, le Gouvernement de la République démocratique du Congo voudrait apporter les précisions ci-après :

1. La République démocratique du Congo confirme les termes de sa loi sur les espaces maritimes, ainsi que sa volonté d'étendre son plateau continental au-delà de 200 milles marins, car elle exprime, en toute équité, ses droits et ses intérêts légitimes.

2. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo constate avec regret que le projet de la République d'Angola, datant du 4 mai 2009, qui a été introduit auprès de la Commission des limites du plateau continental trace les limites de son plateau continental en ignorant les droits de la République démocratique du Congo en tant qu'État côtier, et qu'il viole ainsi la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, notamment le paragraphe 6 de l'article 7 qui dispose : « La méthode des lignes de base droites ne peut être appliquée par un État de manière telle que la mer territoriale d'un autre État se trouve coupée de la haute mer ou d'une zone économique exclusive », ainsi que les paragraphes 1 et 2 de l'article 77 qui disposent respectivement : « L'État côtier exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles » et « Les droits visés au paragraphe 1 sont exclusifs en ce sens que si l'État côtier n'explore pas le plateau continental ou n'en exploite pas les ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités sans son consentement exprès ».

3. La République démocratique du Congo ne se considère pas liée par cette délimitation des espaces maritimes opérée par la République d'Angola et rejette le projet de cette dernière datant du 4 mai 2009, qui a été introduit auprès de la Commission des limites du plateau continental.

4. La République démocratique du Congo envisage d'étudier la note préliminaire de la République d'Angola d'étendre son plateau continental au-delà de 200 milles marins et fera connaître ultérieurement sa position sur ce sujet.

5. La République démocratique du Congo reste toujours disponible pour résoudre les différends découlant de cette situation par le recours aux mécanismes prévus par le droit international en la matière.

¹ Note verbale datée du 14 juin 2010 adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la République démocratique du Congo. La note verbale datée du 31 juillet 2009 introduite par la Mission permanente d'Angola relativement à la présentation par le Gouvernement de la République démocratique du Congo de la requête préliminaire auprès de la Commission des limites du plateau continental, en vertu du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, concernant le golfe de la région de la Guinée et de la loi délimitant les zones maritimes de la République démocratique du Congo a été publiée dans le *Bulletin du droit de la mer*, n° 71. Les informations préliminaires présentées au Secrétaire général par les États sont disponibles sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer à l'adresse : http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_preliminary.htm.

Cela étant, le Gouvernement de la République démocratique du Congo prie le Secrétaire général des Nations Unies d'enregistrer et de faire distribuer la présente note et de la publier dans le *Bulletin du droit de la mer* et dans toute publication pertinente des Nations Unies.

IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. RÉSOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES RELATIVES À LA SITUATION EN SOMALIE

Résolution 1918 (2010)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6301^e séance, le 27 avril 2010

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1814 (2008), 1816 (2008), 1838 (2008), 1844 (2008), 1846 (2008), 1851 (2008) et 1897 (2009),

Restant profondément préoccupé par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer contre des navires font peser sur la situation en Somalie et dans d'autres États de la région, ainsi que sur la navigation internationale et la sécurité des routes maritimes commerciales,

Réaffirmant que le droit international, tel qu'il est codifié dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (« la Convention »), en particulier en ses articles 100, 101 et 105, définit le cadre juridique de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, ainsi que les autres activités maritimes,

Réaffirmant également que les autorisations reconduites dans la résolution 1897 (2009) s'appliquent à la seule situation en Somalie et n'affectent pas les droits, obligations ou responsabilités dérivant pour les États Membres du droit international, notamment les droits ou obligations résultant de la Convention, pour ce qui est de toute autre situation, et *soulignant en particulier* que la résolution précitée ne peut être considérée comme établissant un droit international coutumier,

Soulignant qu'il importe de s'attaquer aux problèmes posés par le fait que les systèmes judiciaires de la Somalie et des autres États de la région n'ont pas les moyens de poursuivre comme il se doit les personnes soupçonnées de piraterie,

Prenant note avec satisfaction de l'assistance fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et d'autres organismes internationaux et donateurs, agissant en coordination avec le Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes (« le Groupe de contact »), afin de renforcer les moyens dont disposent les systèmes judiciaires et pénitentiaires de la Somalie, du Kenya, des Seychelles et d'autres États de la région pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie et incarcérer celles qui ont été condamnées, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable,

Se félicitant de l'action menée par l'opération Atalante de l'Union européenne, les opérations « Protecteur allié » et « Bouclier océanique » de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Force multinationale 151 des Forces maritimes combinées, et divers États agissant individuellement en coopération avec le Gouvernement fédéral de transition et avec d'autres États, pour réprimer la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et notamment pour traduire en justice les personnes soupçonnées de piraterie,

Saluant les efforts déployés par la République du Kenya pour faire juger les personnes soupçonnées de piraterie par ses tribunaux et incarcérer celles qui ont été condamnées, et *l'encourageant* à continuer dans cette voie, tout en mesurant les difficultés auxquelles elle se heurte pour ce faire,

Saluant également les efforts faits à ce jour par d'autres États pour faire juger les personnes soupçonnées de piraterie par leurs tribunaux,

Prenant note de la décision des Seychelles d'engager des poursuites contre les personnes soupçonnées de piraterie et se *félicitant en particulier* de leur décision du 6 février 2010, aux termes de laquelle elles envisagent d'accueillir un centre régional de poursuites,

Saluant la décision du Groupe de contact de créer un fonds international d'affectation spéciale pour appuyer ses initiatives, qui sera administré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en vue de prendre en charge le coût des poursuites judiciaires contre les personnes soupçonnées de piraterie et de soutenir d'autres initiatives de lutte contre la piraterie, *félicitant* les États participants qui ont contribué à ce fonds et *encourageant* les autres donateurs potentiels à y verser des contributions,

Se félicitant que le Groupe de contact ait adopté le rapport sur l'évaluation des besoins de la région en termes de capacités et *exhortant* les États et les organisations internationales à faire tout leur possible pour que les recommandations qui y figurent soient rapidement suivies d'effet,

Félicitant les États qui ont révisé leur droit interne pour ériger la piraterie en infraction et permettre à leurs tribunaux de juger les personnes soupçonnées de piraterie, dans le respect du droit international, notamment des droits de l'homme, et *soulignant* qu'il faut que les États poursuivent leurs efforts dans ce sens,

Notant en même temps avec préoccupation que le droit interne de certains États n'érige pas la piraterie en infraction ou ne contient pas les dispositions de procédure nécessaires pour engager efficacement des poursuites pénales contre les personnes soupçonnées de piraterie,

Appréciant les efforts déployés par le Groupe de contact pour étudier les moyens de poursuivre plus efficacement en justice les personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes,

Soulignant que la paix et la stabilité en Somalie, le renforcement des institutions de l'État, le développement économique et social et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit sont nécessaires pour créer les conditions d'une éradication durable de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, et *soulignant également* que la sécurité à long terme de la Somalie repose sur la mise en place effective, par le Gouvernement fédéral de transition, de la Force de sécurité nationale et de la Force de police somalienne, dans le cadre de l'Accord de Djibouti et d'une stratégie nationale pour la sécurité,

Constatant avec préoccupation que des personnes soupçonnées de piraterie sont libérées sans avoir été jugées et se *déclarant résolu* à faire en sorte que les pirates aient à répondre de leurs actes,

1. *Affirme* que le défaut de traduction en justice des personnes responsables d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes nuit à l'action menée par la communauté internationale contre la piraterie;

2. *Engage* tous les États, y compris les États de la région, à ériger la piraterie en infraction pénale dans leur droit interne et à envisager favorablement de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie qui ont été appréhendées au large des côtes somaliennes et d'incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, dans le respect du droit international des droits de l'homme applicable;

3. *Se félicite* à cet égard des progrès accomplis dans l'application du Code de conduite de Djibouti de l'Organisation maritime internationale concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée commis contre des navires dans la partie ouest de l'océan Indien et dans le golfe d'Aden, et *demande* aux États qui y ont souscrit de l'appliquer dès que possible dans son intégralité;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, dans un délai de trois mois, un rapport sur les différentes options possibles pour mieux parvenir à poursuivre et incarcérer les personnes responsables d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, y compris en particulier sur des options tendant à créer dans les juridictions nationales des chambres spéciales, éventuellement dotées d'éléments internationaux, ou à créer un tribunal régional ou encore à créer un tribunal international, et sur les accords correspondants en matière pénitentiaire, en tenant compte des travaux du Groupe de contact, des précédents en matière de création de tribunaux internationaux et de tribunaux mixtes, et du temps et des moyens nécessaires pour obtenir des résultats concrets et durables;

5. *Décide* de rester saisie de la question.

B. TABLEAU DES REVENDEICATIONS DE JURIDICTION MARITIME (AU 31 JUILLET 2010)

Note introductive

Le présent tableau non officiel des revendications de juridiction maritime est un matériel de référence fondé sur les législations nationales et les autres informations pertinentes obtenues de sources fiables afin de présenter de la façon la plus exacte possible l'état actuel des revendications. Malgré des recherches approfondies et un examen périodique, il est possible, toutefois, que le tableau ne rende pas compte parfois des dernières évolutions, en particulier lorsque celles-ci n'ont pas été signalées à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies, qui publie le *Bulletin du droit de la mer*. Pour signaler toute nouvelle évolution ou toute inexactitude concernant l'état des revendications, veuillez contacter la Division, bureau DC2-0460, Organisation des Nations Unies, New York, NY 10017, ou envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : doalos@un.org

En ce qui concerne l'approche qui a été adoptée à propos des informations concernant le plateau continental, il faut noter ce qui suit :

La Convention sur le plateau continental, adoptée à Genève le 28 avril 1958 (Convention de Genève de 1958), définit le « plateau continental » comme : *a*) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions; et *b*) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.

Aux termes des dispositions de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 (« Convention de 1982 »), le plateau continental s'étend jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins lorsque le rebord externe de la marge continentale se trouvant à une distance inférieure ne s'étend pas jusqu'à 200 milles marins ou jusqu'à la ligne de délimitation.

Le tableau reflète le fait que, en vertu du droit international¹, les droits de l'État côtier sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive, aussi bien que de toute proclamation expresse. Cependant, dans nombre de cas, cette disposition est à l'origine de divergences apparentes entre les revendications figurant dans les législations nationales, fondées initialement sur la Convention de Genève de 1958, et les droits des États parties en vertu de la Convention de 1982. Cette Convention, en vertu du paragraphe 1 de l'article 311, prévaut entre les États parties sur la Convention de Genève de 1958. En effet, certains États, devenus plus tard des États parties à la Convention de 1982, n'ont pas encore achevé l'harmonisation de leurs législations nationales avec les dispositions de celle-ci. Ces divergences ne modifient pas, toutefois, le droit des États côtiers à leurs plateaux continentaux respectifs jusqu'à la limite autorisée par le droit international.

Dans ce contexte, il convient de noter que, en vertu du droit international de la mer actuel et de tous les autres aspects juridiques considérés, les limites extérieures du plateau continental s'étendent, dans la plupart des cas, jusqu'à 200 milles marins ou jusqu'à la ligne de délimitation maritime. En ce qui concerne les limites du plateau continental au-delà des 200 milles marins, les États parties à la Convention de 1982 doivent déposer une demande à la Commission des limites du plateau continental afin qu'elle puisse faire part de sa recommandation. De très nombreuses demandes ont déjà été déposées et nombre d'autres États parties sont en train de préparer leurs demandes, plusieurs d'entre eux ayant communiqué des informations préliminaires indicatives sur les limites extérieures du plateau continental au-delà des 200 milles marins, conformément au document SPLOS/183—Décision relative au volume de travail de la Commission des limites du plateau continental et à la capacité des États, notamment des États en développement, de s'acquitter de leurs obligations en vertu de l'article 4 de l'annexe II à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de respecter l'alinéa *a* de la décision figurant dans le document SPLOS/72.

¹ Paragraphe 3 de l'article 2 de la Convention de Genève de 1958 et paragraphe 3 de l'article 77 de la Convention de 1982.

Il s'agit d'un document officiel fourni à titre purement informatif. Les appellations employées et la présentation des données qui figurent dans ce tableau n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La publication dans ce tableau d'informations concernant des faits nouveaux relatifs au droit de la mer résultant de mesures prises et de décisions adoptées par les États n'implique, de la part de l'Organisation des Nations Unies, aucune reconnaissance de la validité des mesures et décisions en question.

LÉGENDE

*	Les astérisques indiquent les informations qui ont été déposées auprès du Secrétaire général conformément aux articles 16 (par. 2), 47 (par. 9), 75 (par. 2), 76 (par. 9) ou 84 (par. 2) de la Convention de 1982.
6	6 milles marins (1 mille marin = 1 852 mètres)
12	12 milles marins
24	24 milles marins
200	200 milles marins
MC	marge continentale. Rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins lorsque le rebord externe se trouve à une distance inférieure à 200 milles marins.
COORD	défini par des coordonnées
DLM	délimitation. Le symbole DLM est utilisé lorsque la législation nationale établit les limites d'une zone donnée par référence à la délimitation des frontières maritimes avec les États adjacents ou opposés (ou à une ligne médiane (équidistante) en l'absence d'un accord de délimitation d'une frontière maritime).
i/p	informations préliminaires
EXPL	exploitation

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES					Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure		Demande soumise
Afrique du Sud	23/12/1997	•		12	24	200		MC/200	• ^{4,5}	
Albanie	23/06/2003	•		12						
Algérie	11/06/1996	•		12	24		32 ou 52	DLM		
Allemagne ⁶	14/10/1994	•		12* ⁷		COORD* ⁸		200 m/EXPL		
Angola	05/12/1990	•		12	24	200		MC/200	i/p	
Antigua-et-Barbuda	02/02/1989	•	•	12	24	200		MC/200		
Arabie saoudite	24/04/1996	•		12	18			Non précisé		
Argentine	01/12/1995	•		12	24	200*		MC/200	•	
Australie	05/10/1994	•		12* ⁹	24	200		MC/200	•	
Bahamas	29/07/1983	•	•	12		200		MC/200	i/p	
Bahrein	30/05/1985			12	24					
Bangladesh	27/07/2001	•		12	18	200		MC ¹⁰		

1 Y compris les lignes droites tracées à travers les embouchures des fleuves et des baies. Les coordonnées géographiques des points pour le tracé de la ligne de base droite n'ont pas été forcément établies par l'État concerné.

2 Les coordonnées géographiques des points pour le tracé des lignes de base archipélagiques n'ont pas été forcément établies par l'État concerné.

3 Le nombre reflète une revendication concernant la largeur de la zone (en milles marins), mesurée à partir des lignes de base, telles qu'elles figurent dans la législation nationale, indépendamment du fait que cette législation contienne une référence spécifique supplémentaire à la nécessité d'une délimitation des frontières maritimes avec les États adjacents ou opposés. Toutefois, lorsque la législation nationale n'établit pas les limites d'une zone donnée que par référence à la délimitation des frontières maritimes avec les États adjacents ou opposés, ou à une ligne médiane (équidistante), en l'absence d'un accord de délimitation de la frontière maritime, le symbole DLM est utilisé.

4 Territoire continental de la République d'Afrique du Sud.

5 Demande présentée conjointement par la France et l'Afrique du Sud — dans la zone de l'archipel des Crozet et les îles du Prince-Édouard.

6 Voir également l'arrêt dans les affaires relatives au plateau continental de la mer du Nord (*République fédérale d'Allemagne/Danemark; République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas*) (CIJ, 1969).

7 La demande soumise n'inclut pas les lignes de délimitation avec les Pays-Bas et le Danemark.

8 La demande soumise n'inclut pas les lignes de délimitation avec les Pays-Bas, le Danemark et la Pologne.

9 Les frontières de la mer territoriale entre les îles d'Aubusi, Boigu et Moimi et la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles de Dauan, Kaunag et Saibai et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi qu'une autre portion de la limite extérieure de la mer territoriale de Saibai sont établies par traité conclu avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les mers territoriales des îles d'Anchor Cay, de l'île d'Aubusi, de Black Rocks, de l'île Boigu, de Bramble Cay, de l'île Dauan, de l'île Deliverance, d'East Cay, de l'île Kaunag, de Kerr Islet, de l'île Moimi, de Pearce Cay, de Saibai, de l'île Turnagain et de Turu Cay ne s'étendent pas au-delà de trois milles des lignes de base. Une demande a été soumise concernant la zone méridionale du golfe de Carpentaria afin d'inclure la partie de la rade à proximité du port de Karumba dans le Queensland et de tracer les limites de cette rade.

10 Rebord externe de la marge continentale.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure	
								Largeur de la zone en milles marins ³	Demande soumise
Barbade ¹¹	12/10/1993	•		12		200		MC/200	•
Belgique	13/11/1998			12*	24	COORD	<input checked="" type="checkbox"/> ¹²	DLM*	
Bélice	13/08/1983	•		12 ¹³		200			
Bénin	16/10/1997			200				MC/200	i/p
Bosnie-Herzégovine	12/01/1994								
Brésil	22/12/1988	•		12	24	200*		MC/200	•
Brunéi Darussalam	05/11/1996			12		200		MC/200	i/p
Bulgarie	15/05/1996	•		12	24	200		DLM	
Cambodge		•		12	24	200		200	
Cameroun ¹⁴	19/11/1985	•		12 ¹⁵		<input checked="" type="checkbox"/>		MC/200	i/p
Canada ¹⁶	07/11/2003	•		12	24	200		MC/200	
Cap-Vert	10/08/1987		•	12	24	200		MC/200	i/p
Chili	25/08/1997	•		12*	24*	200*		MC/200*	i/p
Chine	07/06/1996	•		12	24	200		MC/200	i/p
Chypre	12/12/1988	•		12	24	200* ¹⁷		EXPL ¹⁸	
Colombie		•		12		200		Non précisé	
Comores	21/06/1994		•	12		200		MC/200	i/p
Congo	09/07/2008	•		12	24	200		MC/200	i/p

11 Voir également le dispositif relatif à la sentence du Tribunal arbitral constitué en application de l'article 287 et conformément à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans l'affaire d'une procédure arbitrale entre la Barbade et la République de Trinité-et-Tobago, 11 avril 2006.

12 Contiguë à la zone économique exclusive.

13 Une limite de trois milles s'applique à partir de l'embouchure de Sarstoon, jusqu'à Ranguana Caye.

14 Voir également l'arrêt de la CIJ du 10 octobre 2002 dans l'affaire relative à la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria.

15 Voir article 45 de la loi 96-06 du 18 janvier 1996 sur la révision de la Constitution de juin 1972.

16 Voir également l'arrêt dans l'affaire relative à la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (*Canada/États-Unis d'Amérique*) (CIJ, 1984).

17 Demande soumise concernant la ligne médiane visée dans l'Accord de délimitation entre la République de Chypre et la République arabe d'Égypte.

18 Profondeur d'exploitabilité.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure	
								Largeur de la zone en milles marins ³	
Costa Rica	21/09/1992	•		12		200* ¹⁹		MC/200	i/p
Côte d'Ivoire	26/03/1984	•		12		200		MC/200	•
Croatie	05/04/1995	•		12		☑* ²⁰	COORD	DLM	
Cuba	15/08/1984	•		12	24	200* ²¹		MC/200	•
Danemark ²²	16/11/2004	•		12 ²³	24	200/DLM ²⁴	200 ²⁵	200m/EXPL ²⁶	• ²⁷
Djibouti	08/10/1991	•		12	24	200			
Dominique	24/10/1991	•		12	24	200			
Égypte	26/08/1983	•		12	24	☑ ²⁸			
El Salvador				200					
Émirats arabes unis		•		12	24	200		MC/200	
Équateur		•		200 ²⁹				200 ³⁰	
Érythrée ³¹				12		☑			

¹⁹ Demande soumise concernant la côte de l'océan Pacifique.

²⁰ La décision relative à la prorogation de juridiction de la République de Croatie en mer Adriatique du 3 octobre 2003 n'a proclamé que certains éléments de la zone économique exclusive.

²¹ Demande soumise concernant la zone du golfe du Mexique.

²² Voir également l'arrêt dans les affaires relatives au plateau continental de la mer du Nord (*République fédérale d'Allemagne/Danemark*; (CJ), 1969). Voir également l'arrêt dans l'affaire relative à la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jean Mayen (*Danemark c. Norvège*) (CJ), 1993).

²³ 12 milles marins également pour les îles Féroé (par décret exécutif n° 306 du 16 mai 2002) et le Groenland. Dans la mesure où le Groenland et les îles Féroé sont concernés, la limite externe des eaux territoriales extérieures peut être mesurée à une distance plus courte que 12 milles marins à partir des lignes de base.

²⁴ S'applique aussi au Groenland.

²⁵ Pour le Groenland et les îles Féroé.

²⁶ 200 m = profondeur de 200 mètres.

²⁷ Région nord des îles Féroé.

²⁸ En mars 2003, Chypre et l'Égypte ont signé un accord sur la délimitation de leurs zones économiques exclusives.

²⁹ Uniquement entre la mer territoriale continentale de l'Équateur et la mer territoriale insulaire autour des îles Galapagos.

³⁰ Également 100 milles marins de l'isobathe de 2 500 m (entre la mer territoriale continentale de l'Équateur et la mer territoriale insulaire autour des îles Galapagos seulement).

³¹ Voir également le différend entre l'Érythrée et le Yémen : sentence du Tribunal arbitral, seconde phase, sur la délimitation maritime, 17 décembre 1999.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)		
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche		Limite extérieure	Demande soumise
Espagne	15/01/1997	•		12	24	200 ³²	COORD ³³	MC/200 ³⁴ • ^{35,36}		
Estonie	26/08/2005	•		12	COORD ³⁷	COORD				
États-Unis d'Amérique ¹⁶				12	24	200 ³⁸		MC/200		
Fédération de Russie	12/03/1997	•		12	24	200		MC/200 •		
Fidji	10/12/1982		•	12*		200*		MC/200 •		
Finlande	21/06/1996	•		12* ³⁹	14 ⁴⁰	DLM	COORD*	200 m/EXPL*		
France ⁴¹	11/04/1996	•		12	24	200* DLM ⁴²		MC/200 • ^{43, 44, 45, 46, 47}		
Gabon	11/03/1998	•		12	24	200		MC/200 i/p		
Gambie	22/05/1984			12	18		200	MC/200 i/p		

³² Dans l'océan Atlantique.

³³ Dans la mer Méditerranée.

³⁴ À l'exception de la mer Méditerranée.

³⁵ Demande présentée conjointement par la France, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — dans la région de la mer Celtique et le golfe de Gascogne.

³⁶ Région de la Galicie.

³⁷ Dans certaines parties du golfe de Finlande.

³⁸ Y compris Porto Rico, les îles Vierges américaines, les Samoa américaines, l'atoll de Johnston, l'atoll de Palmyra, les îles Midway, l'île de Wake, l'île Jarvis, le récif de Kingman, l'île Howland, l'île Baker, les Mariannes septentrionales et l'île Navassa.

³⁹ S'étend, sauf quelques exceptions, jusqu'à 12 milles marins, à moins d'être définie par des coordonnées géographiques. Dans le golfe de Finlande, la limite extérieure de la mer territoriale ne s'approche nulle part à plus de 3 milles marins de la ligne médiane, conformément à la loi portant modification de la loi sur les limites des eaux territoriales de la Finlande (981/95).

⁴⁰ Deux milles au-delà des limites extérieures de la mer territoriale.

⁴¹ Voir également l'arbitrage relatif au plateau continental (*France/Royaume-Uni*) (1977).

⁴² S'applique à la mer du Nord, la Manche et l'océan Atlantique de la frontière franco-belge jusqu'à la frontière franco-espagnole, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Guyane française, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les terres Australes françaises, Wallis-et-Futuna, Tromelin, les îles Glorieuses, Juan de Nova, les îles d'Europa et de Bassas da India, Clipperton, Mayotte, la Guadeloupe et la Martinique. Dépôt fait au sujet de l'île Tromelin et de la Réunion.

⁴³ Demande présentée conjointement par la France, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — dans la région de la mer Celtique et du golfe de Gascogne.

⁴⁴ Régions de la Guyane française et de la Nouvelle-Calédonie.

⁴⁵ Régions des Antilles françaises et des îles Kerguelen.

⁴⁶ Demande présentée conjointement par la France et l'Afrique du Sud — dans la région de l'archipel des Crozet et les îles du Prince-Édouard.

⁴⁷ Île de la Réunion et îles Saint-Paul et Amsterdam.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES					Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure		Demande soumise
Géorgie	21/03/1996			12	24	DLM		DLM ⁴⁸		
Ghana	07/06/1983			12	24	200		MC/200	•	
Grèce	21/07/1995			6 ⁴⁹				200 m/EXPL		
Grenade	25/04/1991	•	•	12		200		Non précisé		
Guatemala	11/02/1997			12		200		MC/200	i/p	
Guinée ⁵⁰	06/09/1985			12		200		MC/200	i/p	
Guinée-Bissau ⁵⁰	25/08/1986	•		12		200		MC/200	i/p	
Guinée équatoriale	21/07/1997	•		12*		200*		MC/200	i/p	
Guyana ⁵¹	16/11/1993	•		12		200		MC/200	i/p	
Haïti	31/07/1996	•		12	24	200		EXPL		
Honduras ⁵²	05/10/1993	•		12	24	200				
Îles Cook	15/02/1995			12		200		MC/200	• ⁵³	
Îles Marshall	09/08/1991		•	12	24	200				
Îles Salomon	23/06/1997		•	12		200		MC/200	• ⁵⁴	
Inde	29/06/1995	•		12	24	200		MC/200	•	
Indonésie	03/02/1986		•	12		200		MC/200	• ⁵⁵	
Iran (République islamique d')		•		12	24	DLM		DLM		

⁴⁸ Coïncide avec la limite externe de la zone économique exclusive.

⁴⁹ La limite des 10 milles s'applique aux fins de réglementation de l'aviation civile.

⁵⁰ Voir également la sentence arbitrale sur la délimitation de la frontière maritime (*Guinée/Guinée-Bissau*), 1985.

⁵¹ Voir également le dispositif de la sentence du Tribunal arbitral constitué en vertu de l'article 287 et conformément à l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans l'affaire d'une procédure arbitrale entre le Guyana et le Suriname, 17 septembre 2007.

⁵² Voir également l'arrêt dans l'affaire relative au différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes, arrêt de la CIJ du 8 octobre 2007.

⁵³ Plateau de Mamihiki.

⁵⁴ Demande présentée conjointement par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon — relative au plateau Ontong Java.

⁵⁵ Nord-ouest de l'île de Sumatra.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)		
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche		Limite extérieure	Demande soumise
Iraq	30/07/1985			12				Non précisé		
Irlande	21/06/1996	•		12	24	200	200*	☑ ⁵⁶	• ^{57, 58, 59}	
Islande	21/06/1985	•		12		200		MC/200	• ⁶⁰	
Israël				12				EXPL		
Italie	13/01/1995	•		12		☑ ⁶¹		200 m/EXPL ⁶²		
Jamahiriya arabe libyenne ⁶³		•		12		DLM	62 COORD ⁶⁴			
Jamaïque	21/03/1983		•	12	24	200		MC/200		
Japon	20/06/1996	•		12 ^{*65}	24	200		MC/ 200	•	
Jordanie	27/11/1995			3						
Kenya	02/03/1989	•		12		200*/DLM		MC/200	•	
Kiribati	24/02/2003	•	•	12		200				
Koweït	02/05/1986			12				COORD		
Lettonie	23/12/2004	•		12 ⁶⁶		DLM ^{*67}		MC/200		
Liban	05/01/1995			12		COORD*				

⁵⁶ Demande soumise concernant les limites externes de son plateau continental au-delà des 200 milles marins dans la région aboutant la plaine abyssale de Porcupine.

⁵⁷ Plaine abyssale de Porcupine.

⁵⁸ Demande présentée conjointement par la France, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — dans la région de la mer Celtique et du golfe de Gascogne.

⁵⁹ Secteur d'Hatton-Rockall.

⁶⁰ Région du bassin d'Agir et parties occidentale et méridionale de la péninsule de Reykjanes.

⁶¹ Voir la loi 61 du 8 février 2006 relative à la création d'une zone de protection écologique au-delà de la limite extérieure de la mer territoriale. Les limites extérieures sont établies sur la base d'un accord avec les États concernés. En attendant ces accords, la limite extérieure est définie par rapport à une ligne médiane.

⁶² Demande soumise concernant la délimitation entre l'Italie et la Tunisie.

⁶³ Voir également l'arrêt dans l'affaire concernant le plateau continental (*Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne*) (CIJ, 1982). Voir également l'affaire concernant le plateau continental (*Jamahiriya arabe libyenne/Malte*) (CIJ, 1985).

⁶⁴ Zone de protection de pêche dans la mer méditerranée, 21 juin 2005

⁶⁵ La limite des 3 milles ne s'applique qu'au détroit de Soya, au détroit de Tsugaru, aux canaux oriental et occidental du détroit de Tsushima et aux détroits d'Osumi.

⁶⁶ Demande soumise concernant la frontière maritime avec l'Estonie.

⁶⁷ Demande soumise concernant la délimitation avec la Suède.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES					Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	Demande soumise	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure			
								Largeur de la zone en milles marins ³			
Libéria	25/09/2008			200							
Lituanie	12/11/2003	•		12*	COORD*	DLM*			DLM		
Madagascar	22/08/2001	•		12	24	200/DLM			200 ⁶⁸		
Malaisie	14/10/1996			12		200			MC/200	• ⁶⁹	
Maldives	07/09/2000		•	12	24	200				•	
Malte ⁶³	20/05/1993	•		12	24		25		200 m/EXPL		
Maroc	31/05/2007	•		12	24	200			200 m/EXPL		
Maurice	04/11/1994	•	•	12	24	200/DLM			MC/200	• ^{70,71}	
Mauritanie	17/07/1996	•		12	24	200			MC/200	i/p	
Mexique	18/03/1983	•		12	24	200			MC/200 ⁷²	• ⁷³	
Micronésie (États fédérés de)	29/04/1991			12		200			MC/200	• ⁷⁴	
Monaco	20/03/1996			12							
Monténégro	23/10/2006										
Mozambique	13/03/1997	•		12	24	200			MC/200	•	
Myanmar	21/05/1996	•		12	24	200			MC/200	•	
Namibie	18/04/1983			12	24	200			MC/200	•	
Nauru	23/01/1996	•		12*	24	200*					
Nicaragua ⁵²	03/05/2000			12	24	200			MC		
Nigéria ¹⁴	14/08/1986			12		200			MC/200	•	

⁶⁸ 200 milles marins ou accord de délimitation ou 100 milles marins à partir de l'isobathe de 2 500 m.

⁶⁹ Demande présentée conjointement par la Malaisie et le Viet Nam concernant la partie méridionale de la mer de Chine méridionale.

⁷⁰ Demande présentée conjointement par la République de Maurice et la République des Seychelles — dans la région du plateau des Mascareignes.

⁷¹ Région des îles Rodrigues.

⁷² Demande soumise concernant les limites extérieures de son plateau continental au-delà de 200 milles marins concernant le polygone occidental du golfe du Mexique.

⁷³ Polygone occidental du golfe du Mexique.

⁷⁴ Demande présentée conjointement par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon — relative au plateau d'Ontong Java.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure	
								Largeur de la zone en milles marins ³	Demande soumise
Nioué	11/10/2006			12		200			
Norvège ²²	24/06/1996	•		12 ^{*75}	24	200*	200 ⁷⁶	MC/200 ^{*77}	• ^{78,79}
Nouvelle-Zélande	19/07/1996	•		12 ^{*80}	24	200 ^{*81}		MC/200 ^{*82}	•
Oman	17/08/1989	•		12	24	200		MC/200	i/p
Pakistan	26/02/1997	•		12	24	200		MC/200	•
Palaos	30/09/1996			12	24	200 ^{*83}		MC/200	•
Panama	01/07/1996			12	24	200		MC/200	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	14/01/1997		•	12 ⁸⁴			200	MC/200	• ⁸⁵
Pays-Bas ⁶	28/06/1996	•		12*	24	COORD		200 m/EXPL	
Pérou				200 ⁸⁶				200	
Philippines	08/05/1984		•	COORD ⁸⁷		200		MC/200	• ⁸⁸
Pologne	13/11/1998	•		12		DLM			
Portugal	03/11/1997	•		12	24	200		MC/200	•

⁷⁵ Demande soumise concernant le territoire continental de la Norvège, Svalbard et île Jan Mayen et l'île Bouvet.

⁷⁶ Svalbard et île Jan Mayen. Le dépôt comprend les traités de délimitation avec le Danemark et l'Islande concernant l'île Jan Mayen.

⁷⁷ Demande soumise concernant le territoire continental de la Norvège, Svalbard et île Jan Mayen, y compris la délimitation avec l'Islande et le Danemark.

⁷⁸ Atlantique du Nord-Est et Arctique.

⁷⁹ île Bouvet et Terre de la Reine Maud.

⁸⁰ Y compris Tokélaou.

⁸¹ Y compris Tokélaou.

⁸² Demande soumise concernant la frontière maritime délimitée entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

⁸³ La demande soumise inclut la ligne de délimitation entre les Palaos et la Micronésie.

⁸⁴ Trois milles marins dans certaines zones.

⁸⁵ Demande présentée conjointement par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon — relative au plateau d'Ontong Java.

⁸⁶ Appelé « dominion maritime » à l'article 54 de la Constitution de 1993 : « ... Dans son dominion maritime, le Pérou exerce sa souveraineté et sa juridiction sans préjudice des libertés de communication internationale, conformément à la loi et aux traités ratifiés par l'État... »

⁸⁷ Polygone défini par des coordonnées. La revendication s'étend jusqu'à 12 milles marins.

⁸⁸ Région de Benham Rise.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES					Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure		Demande soumise
Qatar	09/12/2002			12	24	DLM				
République arabe syrienne		•		12	24	200		MC		
République de Corée	29/01/1996	•		12	24	200		MC/200	i/p	
République démocratique du Congo	17/02/1989			12	24	200/DLM				
République dominicaine	10/07/2009	•	•	12	24	200		MC/200		
République populaire démocratique de Corée				12	X ⁸⁹	200				
République-Union de Tanzanie	30/09/1985			12		200	DLM	MC/200	i/p	
Roumanie ⁹⁰	17/12/1996	•		12*	24	200				
Royaume-Uni	25/07/1997	•		12 ⁹¹		200 ⁹²	200 ou 12* ⁹³	MC/200 ⁴¹	• ^{94-95,96,97}	
Sainte-Lucie	27/03/1985			12	24	200		MC/200		
Saint-Kitts-et-Nevis	07/01/1993	•		12	24	200		MC/200		

⁸⁹ Zone militaire de 50 milles marins. Annonce du commandement des forces du 1^{er} août 1977.

⁹⁰ Voir également l'arrêt dans l'affaire relative à la délimitation maritime dans la mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*) — CII, 3 février 2009.

⁹¹ Aussi 3 milles marins (3 milles marins à Anguilla, à Guernesey, dans le Territoire britannique de l'océan Indien, aux îles Vierges britanniques, à Montserrat et à Pitcairn; 12 milles marins au Royaume-Uni, à Jersey, aux Bermudes, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland, à l'île de Man, à Sainte-Hélène et dépendances, en Géorgie du Sud, aux îles Sandwich du Sud et aux îles Turques et Caïques.) [Note : Un différend existe entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).]

⁹² Bermudes, Pitcairn, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud.

⁹³ Douze milles marins à Guernesey; 200 milles marins au Royaume-Uni, à Anguilla, dans le Territoire britannique de l'océan Indien, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland, à Montserrat, à Sainte-Hélène et dépendances et aux îles Turques et Caïques. [Note : Un différend existe entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).]

⁹⁴ Demande présentée conjointement par la France, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — dans la région de la mer Celtique et du golfe de Gascogne, île de l'Ascension.

⁹⁶ Région d'Hatton Rockall.

⁹⁷ îles Falkland et Géorgie du Sud (voir Résumé exécutif). [Note : Un différend existe entre les Gouvernements de l'Argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).]

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES					Demande soumise	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)		
								Largeur de la zone en milles marins ³		Limite extérieure
Saint-Vincent-et-les Grenadines	01/10/1993		•	12	24	200				
Samoa	14/08/1995	•		12	24	200				
Sao tomé-et-Principe	03/11/1987		•	12		200*		MC/200		i/p
Sénégal	25/10/1984	•		12	24	200		MC/200		i/p
Seychelles	16/09/1991		•	12	24	200*/DLM		MC/200*		• ^{98,99}
Sierra Leone	12/12/1994			12	24	200		MC/200		i/p
Singapour	17/11/1994			12 ¹⁰⁰		∞ ¹⁰⁰				
Slovénie	16/06/1995	•		12/DLM		∞ ¹⁰¹		DLM		
Somalie	24/07/1989	•		200				MC/200		i/p
Soudan	23/01/1985	•		12	18			200 m/EXPL		
Sri Lanka	19/07/1994	•		12	24	200		MC/200		•
Suède	25/06/1996	•		12		DLM		200 m/EXPL		
Suriname ⁵¹	09/07/1998			12		200		MC/200		•
Thaïlande		•		12	24	200				
Timor-Leste				12	24	200		MC/200		
Togo	16/04/1985			30		200		MC/200		i/p
Tonga	02/08/1995	•		12		200		MC/200		•
Trinité-et-Tobago ¹¹	25/04/1986		•	12*	24	200		MC/200		•
Tunisie ⁶³	24/04/1985	•		12	24	DLM			∞ ¹⁰²	

⁹⁸ Demande présentée conjointement par la République de Maurice et la République des Seychelles — dans la région du plateau des Mascareignes.

⁹⁹ Région du plateau septentrional.

¹⁰⁰ « Si les limites de sa mer territoriale ou de sa zone économique exclusive chevauchent des revendications de pays voisins, Singapour négociera avec ces pays afin de parvenir à une entente sur les délimitations conformément au droit international. »

¹⁰¹ Voir « Loi sur la zone de protection écologique et le plateau continental de la République de Slovénie », adoptée le 4 octobre 2005. La délimitation de la zone de protection écologique est constituée par voie d'accord avec les États voisins. La loi prévoit ses limites extérieures provisoires.

¹⁰² Jusqu'à une isobathe de 50 m, au large du golfe de Gabès.

ÉTAT	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer Ratification, adhésion Date	La législation prévoit-elle des lignes de base droites? ¹	L'État revendique-t-il un statut archipélagique? ²	ZONES MARITIMES				Plateau continental, y compris les demandes présentées à la Commission des limites du plateau continental (voir note introductive)	
				Mer territoriale	Zone contiguë	Zone économique exclusive	Zone de pêche	Limite extérieure	
								Largeur de la zone en milles marins ³	Demande soumise
Turquie				6/12 ¹⁰³		200 ¹⁰⁴			
Tuvalu	09/12/2002		•	12	24	200			
Ukraine	26/07/1999	•		12		200 ⁸¹	90		
Uruguay	10/12/1992	•		12*	24*	200*	MC/200		•
Vanuatu	10/08/1999	•	•	12	24	200	MC/200		i/p
Venezuela		•		12	15	200	200 m/EXPL		
Viet Nam	25/07/1994	•		12* ¹⁰⁵	24	200* ¹⁰⁶	MC/200* ¹⁰⁷		• ^{108,109}
Yémen ^{3,1}	21/07/1987	•		12	24	200	MC/200		• ¹¹⁰

¹⁰³ Six milles marins dans la mer Égée, 12 milles marins dans la mer Noire.

¹⁰⁴ Dans la mer Noire.

¹⁰⁵ Demande soumise concernant la délimitation avec la Chine et le golfe du Tonkin.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Demande présentée conjointement par la Malaisie et le Viet Nam concernant la partie méridionale de la mer de Chine méridionale.

¹⁰⁹ Région de la zone septentrionale (VNM-N).

¹¹⁰ Sud-est de l'île Socotra.

